



REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Licenciements, baisse des salaires ... Oui à la lutte ouvrière, non à la défense du capital national !

C'est sous le signe de la reprise internationale de la lutte de classe que vient de se terminer l'année 1993. En Belgique, en Allemagne, en Italie, en Espagne, en France..., partout, les ouvriers ont montré, ces trois derniers mois, leur détermination à riposter aux attaques capitalistes.

Malgré les limites, les obstacles et les pièges syndicaux auxquels il s'est heurté, le prolétariat le plus expérimenté et le plus concentré du monde vient aujourd'hui apporter un démenti cinglant à tous les mensonges bourgeois qui, depuis l'effondrement du bloc de l'Est, s'évertuent à faire croire que la lutte de classe n'est plus

de salut. Elle s'efforce ainsi de présenter ces derniers comme les vrais défenseurs de la classe ouvrière alors qu'ils ne sont rien d'autre que les agents de l'Etat capitaliste dans les rangs du prolétariat. Pour masquer la faillite de son système, elle cherche ainsi à désarmer les ouvriers, à dénaturer leurs combats contre l'exploitation, le chômage et la misère en les ramenant sur le terrain pourri de la «négociation», du «dialogue social», de la «concertation». Comme s'il y avait encore quelque chose à attendre de ces prétendues «négociations» ! Les ouvriers savent très bien qu'à chaque fois qu'ils ont laissé les syndicats négocier à

que la grève, prétendue «exemplaire», des travailleurs d'Air France a bénéficié d'une énorme publicité internationale, les médias ont fait preuve de la plus grande discrétion sur les luttes ouvrières en Allemagne et en Italie, par exemple. Pourquoi un tel silence ? A quoi riment toutes ces manipulations médiatiques ?

En focalisant l'attention de toute la population sur un conflit pourri où tout était bien ficelé du début à la fin par l'ensemble des forces du capital (voir «RI» n° 228 et 229), la bourgeoisie ne visait qu'un seul but : empêcher les prolétaires en France de comprendre que, au-delà des frontières de l'Hexagone, leurs frères de classe d'Allemagne, d'Italie, de Belgique, d'Espagne, subissent les mêmes attaques, se confrontent aux mêmes manœuvres syndicales, expriment le même besoin de se battre pour la défense des mêmes intérêts.

Et si les médias bourgeois s'évertuent à masquer la réalité des combats de classe dans les autres pays d'Europe, c'est justement pour entraver la réflexion des prolétaires, gêner leur capacité à comprendre qu'ils ne sont pas les seuls, en France, à refuser la logique d'un système économique mondial en pleine agonie.

Car s'il est une chose que la bourgeoisie redoute par-dessus tout, c'est bien l'unité de l'ensemble de la classe ouvrière, l'unité de ses combats au-delà de toutes les divisions corporatistes, sectorielles, nationales. Elle sait que c'est justement cette unité du prolétariat mondial qui constitue

la seule force de la société capable de renverser son ordre de misère, d'exploitation et de barbarie.

C'est bien pour cela que toutes les bourgeoisies nationales exploitent aujourd'hui à fond leurs rivalités économiques afin d'enfoncer encore un coin dans la conscience des prolétaires. Partout, on assiste en effet, au déchaînement de campagnes nationalistes sur des thèmes tout aussi répugnants les uns que les autres.

Après le show médiatique de la défense de l'entreprise Air France (où on a vu les syndicats faire défiler les ouvriers derrière les banderoles tricolores), on a droit maintenant à un gigantesque matraquage publicitaire dont le flash télévisé «Achetez européen, et français si possible !» n'est pas sans rappeler les heures de gloire de la CGT et de son fameux «Produisons français !» On nous raconte encore que ce sont les prétendus «accords» du GATT qui seront responsables de la montée en flèche du chô-

mage en France, et même de l'exploitation des enfants dans les pays du Tiers-Monde ! En Belgique, c'est le même credo nationaliste que les ouvriers entendent également de la bouche du syndicat FGTB : il faut se battre «pour un plan belge qui soit un modèle pour toute l'Europe sociale». En Suède, à l'occasion de l'échec de la fusion Renault-Volvo, c'est le mouvement «Non à l'Union européenne» qui tient ainsi le haut du pavé : «En refusant de brader Volvo à la France, les actionnaires ont montré que la Suède n'était pas prête à céder ses richesses» (déclaration de Hans Lindqvist, co-président de ce mouvement, dans «Libération» du 13/12).

Voilà à quelle entreprise de décervelage les ouvriers d'Europe occidentale sont aujourd'hui confrontés. Face aux attaques qu'ils subissent dans tous les pays, les prolétaires doivent refuser de s'aligner derrière la défense de l'économie nationale ou derrière celle de la mythique «Union européenne». Au contraire, ils doivent affirmer, dans et par la lutte, leur unité et leur solidarité en tant que classe internationale qui n'a aucun intérêt particulier à défendre.

Aux slogans de la guerre commerciale entre requins capitalistes, il faut opposer celui de la guerre de classe : «Prolétaires de tous les pays unissez-vous !»

Camille (17/12/93)

**"Accords" du GATT
La bourgeoisie
n'a pas de solution
à la crise**

(Lire page 4)

d'actualité, qu'elle appartient à un passé lointain et révolu.

Ce mensonge, la bourgeoisie s'efforce encore de le perpétuer en utilisant la même stratégie antiouvrière de Paris à Berlin, de Rome à Madrid.

En remettant en selle ses syndicats et leurs appendices gauchistes, dans tous les pays, la classe dominante vise d'abord à réactiver une vieille mystification : la lutte de classe, c'est la lutte derrière les syndicats ; en dehors des syndicats, il n'y a pas

leur place, ils se sont toujours fait rouler dans la farine. Un bon nombre d'entre eux savent pertinemment que ce qui se discute dans les cabinets ministériels, entre syndicats, patronat et gouvernement, c'est comment infliger une défaite à la classe ouvrière.

Aujourd'hui, au moment où la colère ouvrière tend à exploser simultanément dans plusieurs pays, la bourgeoisie redouble d'efforts pour saper la confiance du prolétariat en lui-même. Alors

SOMMAIRE

LUTTE DE CLASSE INTERNATIONALE

Belgique : Le syndicalisme stérilise la colère ouvrière	p.2
Espagne : Les syndicats minent le terrain de la lutte	p.2
Allemagne : Baisse du temps de travail à Volkswagen	p.2

FRANCE

Luttes à Air France, Chausson, mines de Lorraine	p.3
Sans abris : Refusons le chantage de la pitié	p.3
Rafles antiterroristes : Pasqua renforce l'Etat policier	p.3
Loi Falloux : La "guerre scolaire", un piège contre le prolétariat	p.3

SITUATION INTERNATIONALE

Ex-Yougoslavie : Le charnier	p.4
Italie : L'épouvantail fasciste contre la lutte de classe	p.4
Interdiction du PKK : L'Allemagne défend ses intérêts impérialistes	p.5
Moyen-Orient : Dans le capitalisme, la paix est un mensonge	p.5

LENINE : Un grand combattant du prolétariat mondial	p.6
---	-----

L'INTERET NATIONAL, c'est l'intérêt des exploités	p.8
---	-----

Belgique

LE SYNDICALISME STERILISE LA COLERE DES OUVRIERS

Pendant près de deux mois, la Belgique a été secouée par une longue série de grèves et de manifestations ouvrières. Dans tout le pays, les ouvriers ont crié leur refus face aux nouveaux sacrifices que la bourgeoisie cherche à leur imposer à travers le «plan Dehaene». C'est justement parce que les ouvriers reprennent le chemin de la lutte que la bourgeoisie a multiplié les manoeuvres visant à remettre en selle les syndicats pour miner le terrain social, déjouer cette combativité, éparpiller et dévoyer la riposte.

Le plan de redressement présenté comme un «pacte social» par le Premier ministre Dehaene en octobre représente une gigantesque attaque en règle contre toute la classe ouvrière : report de 8 mois des hausses salariales en 1994, puis blocage pur et simple des salaires pour 1995 et 1996; réduction des allocations familiales tandis que des prélèvements supplémentaires sur les salaires frapperont les ménages sans enfants comme les célibataires; augmentation des taxes sur l'essence, l'alcool, le tabac ainsi que du taux de TVA; hausse des cotisations de retraite sur la paie des salariés tandis qu'un recul de l'âge de la retraite est programmé et qu'une révision du calcul des pensions est à l'étude; limitation ou suppression de l'allocation-chômage pour les jeunes prolétaires sans emploi; «flexibilité» accrue des conditions de travail.

En même temps, continue de s'abattre chaque jour sur le pays une pluie de licenciements. Attaqués de tous les côtés, les prolétaires étaient poussés à résister en engageant massivement le combat.

La bourgeoisie et ses syndicats se partagent le travail...

C'est pourquoi la bourgeoisie a pris les devants en plaçant ses syndicats en première ligne du contre-feu. Placés en situation délicate de par leurs accoin-

tances avec les fractions politiques qui composent la coalition gouvernementale (la CSC est liée au parti social-chrétien alors que la FGTB est l'appendice syndical du parti social-démocrate), les deux principaux syndicats n'avaient pas d'autre choix que de «radicaliser» leurs discours pour se démarquer du gouvernement de façon à préserver leur fonction d'encadrement et redorer leur blason passablement terni auprès des ouvriers. En Belgique, dès la mort du roi Baudouin l'été dernier, elle a développé une vaste campagne sur la nécessité que tout le pays se serre les coudes face aux difficultés économiques, réclamant un consensus national autour de sacrifices à consentir.

Les syndicats se sont alors partagés le travail. C'est ainsi qu'ils ont sorti le grand jeu en rompant avec la tactique du «front commun syndical» unitaire qui fonctionnait depuis 1989 :

-dès l'ouverture des négociations sur le «pacte social» le 25 octobre, la FGTB a claqué la porte en déclarant «inadmissibles» la remise en cause des conventions collectives précédemment signées et le gel des salaires; elle appelait alors seule à une grande manifestation nationale à Bruxelles, au moment où les services publics de Wallonie (notamment transports et chemins de fer) étaient appelés à une grève de 24 heures par leur propre centrale. Cette manifestation devait rassembler plus de 50 000 personnes dans les rues de la capitale. La CSC refusait de s'y associer en déclarant que le partage des sacrifices entre tous était inéluctable et qu'*«un plan global était nécessaire pour le pays»*;

-pour réinvestir le terrain, la CSC décide malgré tout une série de «grèves tournantes», par régions et par secteurs. L'unité syndicale refait momentanément surface. Ainsi, le 15 novembre, des débrayages ont lieu seulement le matin dans certaines usines alors que la grève est totale et pour la journée dans la chimie et l'industrie pétrolière de la région de Gand comme dans le

textile de la région de Courtrai. Les services publics ont été aussi appelé à la grève mais comme ce jour est férié pour les fonctionnaires, seuls les tramways, les autobus et les métros sont paralysés;

-le 17, le «nouveau plan Dehaene» est rendu public : il ne fait que reconduire les mesures déjà proposées par le précédent, sous un autre habillage. Cette fois, c'est la FGTB qui décide de «suspendre ses actions» tandis que la CSC le refuse au nom du «manque de concertation sociale» et intensifie ses mots d'ordre de «grèves tournantes» tout en appelant à une «grève générale».

C'est alors que la bourgeoisie a recours au syndicalisme de base pour impulser de façon décisive son entreprise de recréation des syndicats : de pseudo-grèves spontanées ont lieu, en particulier dans la région liégeoise, fief traditionnel de la FGTB mais aussi dans le secteur de la chimie à Anvers. Les «contestataires» peuvent même s'exprimer au journal télévisé national du soir, à l'heure de la plus grande écoute. Dès le lendemain, Janssens, le secrétaire général de la FGTB change son fusil d'épaule, il se rallie, «sous la pression de sa base» aux «actions communes» et lance un appel à une grève générale pour le 26, à laquelle souscrit finalement la CSC. Ainsi, l'appel légitime à l'unité dans la lutte est dévoyé en un appel «au rétablissement du front commun syndical». Suit une semaine où les syndicats défont l'ardeur combative des ouvriers dans des «grèves tournantes». Le 22, les provinces du Limbourg, d'Anvers et de Liège sont paralysées. A Anvers, où les services du port avaient cessé le travail dès la veille au soir, près de 20 000 manifestants ont défilé; le 24, c'est au tour des 6 autres provinces - dont Bruxelles- et de l'ensemble des transports publics, d'être massivement en grève. Mais l'apothéose de cette action est la grève générale du 26 présentée comme un grand succès par les

médias. En réalité, aucune manifestation massive, aucune assemblée générale ce jour-là : un pays paralysé pour une «journée morte», chacun dans son coin, voilà le résultat du «se battre pour l'unité syndicale», du «tous derrière les syndicats».

Dès ce moment, le mot d'ordre devient : *«Maintenant, place à la négociation!»*, *«Il faut renégocier le plan!»*, est-il proclamé en chœur. Mais à partir de là, une nouvelle scène de ménage éclate, début décembre : «pour mieux négocier», la FGTB appelle à manifester alors que la CSC suspend son action.

La nouvelle manifestation nationale du 10 décembre à Bruxelles appelée par la seule FGTB ne réunit guère plus de 30 000 personnes. C'était, commentait la presse, *«un défilé morose, sec, rageur, mené au pas de charge»*, chacun, métallos en tête, recroquevillé et isolé derrière le *«défendre son emploi, son entreprise, son secteur, sa région.»* Quant à la journée de grève, elle était principalement centrée sur la Wallonie.

...pour saboter et émettre la riposte ouvrière

A travers leurs manoeuvres, les syndicats ont poussé les ouvriers à se battre sur un terrain pourri et sont parvenus à dévoyer la lutte, pas seulement en les ramenant derrière eux par tous les moyens mais en exerçant un chantage permanent : «il ne faut pas aller trop loin pour ne pas faire tomber la coalition gouvernementale qui serait remplacée par des fractions libérales, «de droite», et s'exposer à des mesures plus dures» (sic). C'est dans cette logique que la bourgeoisie, syndicats en tête, tente de mettre en avant une vaste campagne idéologique de défense de la

démocratie poussant les ouvriers à demander «une renégociation du plan pour sauver la concertation sociale». Du même coup, elle cherche à embarquer les prolétaires derrière la défense du chauvinisme le plus puant : le discours du secrétaire général de la FGTB le 10 décembre, exhortait les ouvriers à se battre pour *«un plan belge qui soit un modèle pour toute l'Europe sociale.»*

La canalisation de la colère et le contrôle des syndicats sur la lutte ont permis à la bourgeoisie non seulement d'étouffer et de dévoyer la riposte prolétarienne, mais de diviser au maximum les ouvriers entre eux :

-division entre services publics et secteur privé;

-division entre ouvriers en activité et au chômage en focalisant toute la mobilisation des salariés sur la question du maintien des conventions collectives;

-division par secteur et par entreprise au travers des propositions de négociations locales ou par branche de la CSC comme de la mobilisation sélective prônée par la FGTB;

-oppositions d'intérêts suscités entre ouvriers de différentes régions, en ranimant les querelles du style : «les Flamands ne doivent pas payer pour nourrir les Wallons» ou inversement.

Malgré le succès de ces manoeuvres, la colère subsiste, omniprésente. La classe ouvrière n'a pas d'autre choix que de résister et de se préparer à riposter toujours plus massivement aux attaques grandissantes de la bourgeoisie. Dans l'affirmation de sa combativité renaissante, en Belgique comme ailleurs, elle sera inévitablement confrontée aux pièges tendus par les syndicats pour saboter ses luttes et devra renouer avec ses expériences de luttes des années 80, en dehors et contre eux.

CB (12/12/93)

Baisse du temps de travail à Volkswagen

Un odieux bluff capitaliste

La direction de la célèbre et puissante firme de construction automobile Volkswagen confessait publiquement le 14 décembre que la réduction du temps de travail ne peut empêcher les licenciements. Elle confirmait que 20 000 postes devraient en tout état de cause être supprimés dans tous les sites de VW.

Cet aveu est tombé seulement deux semaines après que les syndicats eurent réussi à arracher des ouvriers le consentement, consacré par un accord officiel signé avec la direction, au projet qui promettait le non-congédiement de 30 000 employés contre la réduction de 20 % de la durée hebdomadaire du travail et un abaissement de 10 % des salaires. Les syndicats peuvent être satisfaits de leur sale boulot. Ce sont eux qui avaient présenté aux ouvriers comme une victoire obtenue de haute lutte le fait d'avoir «contraint» la direction à changer les termes initiaux du plan tablant sur 10 % de travail en moins avec 20 % de coupe des salaires. Ils disaient que les salariés, sur un plan annuel, ne devaient pratiquement rien sentir sur leur bulletin de paie. Dans la manière tactique usuelle entre patronat et syndicats, un chiffre gonflé de dégraissage des effectifs avait d'abord été lancé pour faire mieux passer les licenciements réels, dont la réduction en nombre est interprétée comme un succès des négociations. Nul doute que les syndicats, devant des ouvriers démoralisés par leurs soins, vont maintenant

parfaire leur travail de sabotage de la lutte à VW.

Comme nous l'avons écrit dans un article du numéro d'avril dernier de notre journal, toutes les histoires sur le partage du travail et les différentes formules de réalisation de celui-ci ne visent pas en soi à résorber le chômage déjà existant ou à éviter de nouveaux licenciements. Il s'agit en fait d'attaquer le salaire des ouvriers et de leur imposer, au prix du réagencement du temps de travail, une productivité forcée. Que les ouvriers se laissent prendre à ces pièges, comme on les voit y succomber ici et là dans quelques entreprises de France, et ils sont assurés non seulement d'une exploitation plus féroce mais encore de perdre malgré cela leur boulot et d'aller renforcer le rang des chômeurs. Car les 32 heures (ou 35 ou 29, qu'importe) ne sauveront pas le capitalisme de sa crise mortelle. Le *«partage du travail»* proposé par les bourgeois n'est que le partage du chômage.

Le patronat de Volkswagen illustre avec arrogance la volonté bourgeoise de plier coûte que coûte les prolétaires à accepter sans contrepartie les sacrifices que requiert le moloch capitaliste. N'acceptons plus les sacrifices d'aujourd'hui, qui ne font que préparer le lit des sacrifices plus importants qu'on nous demandera inévitablement demain. Ne tolérons plus de partager la misère !

Sonia.

En Espagne aussi, les syndicats minent le terrain de la lutte

En Espagne, le 25 novembre dernier, un million d'ouvriers dont 100 000 à Madrid, ont manifesté contre la «réforme du Code du travail» qui vise à faciliter encore plus les licenciements. Cette réforme du gouvernement socialiste de Felipe Gonzalez, fait partie d'une attaque terrible contre les conditions de vie de la classe ouvrière : baisse des salaires pour les 5 ans à venir afin de «créer des emplois»; gel des salaires pour les fonctionnaires «car ils ont des emplois fixes»; réduction des allocations en cas de licenciements, baisse des retraites, augmentation des médicaments non remboursés au nom de la défense de «l'Etat social»...

Au même moment, étaient annoncés des milliers de licenciements dans différentes entreprises dont 9000 à SEAT qui ferme une usine à Barcelone (ce qui implique 50 000 autres licenciements dans les usines sous-traitantes).

Déjà avant la manifestation du 25 novembre, la colère ouvrière s'était manifestée contre les licenciements et les baisses de salaire, par des grèves et des manifestations, des mineurs de Léon, des sidérurgistes dans les Asturies, des employés municipaux de

Madrid et de Cadix, des travailleurs de la télévision... *«Quelque 30 000 personnes ont manifesté hier à Barcelone pour protester contre le plan de restructuration du constructeur SEAT»* («Libération», 18/11/93). C'est donc à un réveil de la combativité ouvrière que correspond la participation massive à la manifestation du 25 novembre. Cette combativité ne s'est pas démentie depuis. Alors que les sidérurgistes affrontent violemment la police le 1er décembre à Oviedo, le lendemain 5000 mineurs de Léon manifestent à Madrid («El País», 3/12/93). Les manifestations et les débrayages se poursuivent toujours à SEAT.

Cependant, cette multitude de luttes n'a pas débouché sur un mouvement large et uni. La journée d'action du 25 novembre, appelée par les syndicats UGT (socialiste) et par les CCOO (proches de l'ancien PC, Izquierda Unida), n'a pas été un moment vers une réponse unie de la classe ouvrière aux attaques qu'elle subit. Au contraire, en centrant la manifestation sur le faux problème de la «Réforme» et sur les revendications spécifiques des uns et des autres, en repoussant toute revendication unitaire, les syndicats ont fermé la voie au développement d'une lutte unie. Après

le 25, les ouvriers en lutte se sont retrouvés enfermés dans les impasses corporatistes et «nationales». Ils n'ont pas réussi à s'opposer aux mots d'ordre des syndicats, «sauver SEAT», «les mines sont rentables», ni aux appels syndicaux à l'unité nationale, y compris avec le gouvernement, contre les *«Allemands de Volkswagen (propriétaire de SEAT) qui sacrifient l'économie nationale espagnole»*.

Aujourd'hui, les syndicats continuent à oeuvrer à la défaite ouvrière. Ils «amusent» les ouvriers avec des déclarations contradictoires, «rejetant totalement», puis «négociant» la réforme. Et, après avoir prévu une nouvelle journée d'action pour la mi-décembre, ils l'ont d'abord reculé à début janvier, et puis maintenant à la fin janvier. Bref, ils oeuvrent, avec un certain succès, au déboussolement et aux divisions entre ouvriers directement en lutte sur le terrain corporatiste et national, et les autres secteurs qui sont poussés à la résignation et à la passivité, dans l'attente d'une hypothétique journée d'action sur le faux problème de la réforme.

Quel que soit le pays, les syndicats sont toujours là pour saboter les luttes ouvrières.

RL

Air France, Chausson, Houillères de Lorraine... LES ACTIONS "COMMANDO" ? INEFFICACES ET DEMORALISANTES !

Ces derniers mois, les nostalgiques du «cassage de flic» à la mode des années 70 ou au goût cégétiste ont pu se réjouir à plusieurs reprises. Il y a eu la grève à Air France en octobre, avec les rodéos sur les pistes entre CRS et grévistes, filmés et commentés par toute la presse mondiale. On a connu aussi le défilé d'ouvriers de Chausson le 9 novembre, qui se terminait en mise à sac du tribunal de commerce de Nanterre et en affrontements avec les flics bien sûr. Il faut citer encore la manifestation du 24 novembre à Metz, où des mineurs des Houillères de Lorraine jouaient du manche de pioche contre les CRS après avoir brûlé du charbon «étranger». Et tout le monde de compter les points, évidemment, presses gauchiste et stalinienne en tête, ces champions de la «baston» qui veulent réduire la lutte des classes au maniement de la barre de fer !

Contre ceux qui se font les propagandistes de tels types d'affrontements et y entraînent les ouvriers combattifs, nous disons que ces bagarres stériles contre les flics ont une fonction profondément antiouvrière, et cela à plusieurs titres. Tout d'abord, au niveau immédiat, elles permettent de redonner un peu de doré «radical», «combattif», aux syndicats, de valoriser en particulier FO et la CGT dans leur rôle de pseudo-défenseurs de la lutte et des ouvriers. Mais surtout, elles servent à défouler la colère et la combativité ouvrières, tout en entraînant les prolétaires sur un terrain corporatiste et nationaliste, pour finalement les amener à la défaite, démoralisés, épuisés et écoeurés. C'en est pas un hasard si c'est aujourd'hui, avec la reprise de la lutte ouvrière, que les syndicats nous resservent ces actions de commando spectaculaires, qu'ils veulent faire passer pour le «mec plus ultra» de la force ouvrière.

L'expérience même de la lutte ouvrière a montré que la force d'un mouvement de classe ne réside pas dans les bagarres avec les flics. Leçon négative qu'il illustre la lutte des ouvriers de la sidérurgie lorraine à la fin des années 70, avec les affrontements d'une rare violence qui eurent lieu à Longwy et à Denain. En effet, malgré leur volonté de s'opposer aux plans de licenciements, malgré la puissance de leur détermination et leur combativité extraordinaire, en dépit du fait qu'ils débordaient même les consignes syndicales «officielles», les ouvriers de la sidérurgie se sont laissés enfermer par les syndicalistes de base dans la multiplication d'actions-coups de poing les plus diverses. Ce qui a permis aux syndicats de les balader derrière les mots d'ordre corporatistes, régionalistes et nationalistes les plus pourris comme : «La Lorraine vivra ! La sidérurgie française vivra ! A bas l'acier allemand !» Toutes revendications qui les empêchaient de réaliser l'unité de leur lutte avec celles d'autres secteurs entrés eux aussi dans le combat à la même époque.

Cet enfermement dans la violence et dans le corporatisme se révélera lors de la manifestation du 23 mars 1979, où les sidérurgistes, animés pourtant de la plus grande détermination à se faire entendre, seront conduits à se promener dans les beaux quartiers de Paris pour finalement s'affronter à la police, parfaitement encadrés et isolés. Sans aucun contact réel avec leurs frères de classe qui seront soigneusement dénoncés et livrés à la police par les flics syndicaux de la CFTD et de la CGT. Et

après quelques escarmouches en Lorraine sur les thèmes du régionalisme et du nationalisme les plus éhontés (déversement de minerai allemand, journées «villes mortes» dans toute la région, etc.), les licenciements passeront sur une fraction de la classe ouvrière épuisée et laminée.

Et on retrouve aujourd'hui la même tactique syndicale. C'est ce qu'on a pu voir chez Chausson et dans les mines, et c'est aussi ce à quoi on a assisté de manière caractéristique durant la grève à Air France. Les syndicalistes de base gauchistes entraînent les travailleurs à occuper les pistes, amenant inévitablement l'arrivée de la police, provoquant l'affrontement physique. Ils firent en sorte de focaliser toute l'attention aussi bien des grévistes que de l'ensemble de la classe ouvrière là-dessus. Pendant ce temps, cela permettait aux syndicats de mieux ancrer la «lutte» sur des revendications corporatistes et spécifiques, isolant d'autant mieux ceux d'Air France du reste de la classe (voir «RJ» n° 229).

La force de la classe ouvrière ne tient pas dans la multiplication de telles actions. Au contraire, celles-ci ne ser-

vent qu'à épuiser, démoraliser, les prolétaires et finalement les amener à la défaite la plus sévère. Les prolétaires de la sidérurgie en ont fait la dure expérience, d'autant plus qu'ils ont eu l'illusion d'avoir été jusqu'au bout, jusqu'à l'affrontement avec l'Etat et ses sbires, pour imposer leur volonté, alors qu'en réalité, ils se sont fait dévoyer du réel terrain de classe, tout comme ceux d'Air France.

Imposer un réel rapport de forces face à l'Etat, face aux attaques antiouvrières des différents gouvernements de la bourgeoisie, ce n'est pas aller taper, isolés, sur la tête des CRS. Non, c'est rechercher le front ouvrier le plus large, le plus massif, gagner la solidarité et l'unité ouvrières les plus larges, au-delà des secteurs, des entreprises, des corporations, sur la base de revendications et de mots d'ordre les plus unificateurs possibles. C'est la seule voie possible et l'unique direction à donner à nos luttes pour nous opposer efficacement aux conditions de misère qu'on veut nous faire subir. C'est cela et non pas suivre les directives syndicales, si radicales soient-elles en apparence.

KW

Battage bourgeois sur les SDF : LES OUVRIERS NE DOIVENT PAS CEDER AU CHANTAGE A LA PITIE

Les journées de gel précoce de la fin du mois de novembre ont provoqué en Europe des dizaines de morts parmi ceux que l'innommable «poésie» bureaucratique du capitalisme appelle les SDF. En France, particulièrement, on a assisté à une croisade caritative dont le fracas abrutissant a dépassé de beaucoup le bruit de celle de l'hiver précédent.

Face aux cadavres des pauvres hères découverts dans les sanisettes et sur les bancs des villes, chacun s'y est mis : presse, nobles âmes, responsables publics, surenchérissant de feinte émotion. Dans les heures de redoux où nous écrivons, et sans doute jusqu'aux prochains frimas, on n'en entend plus rien ou presque. N'aurait-on pas rêvé les airs de bon Samaritain qu'affectaient le maire Chirac et la mère Veil en lançant le «SAMU des exclus» et d'autres «opérations d'urgence», les offres de service du PCF et de son Secours Populaire Français, la «Boutique de la solidarité» de l'ineffable abbé Pierre ? Sans oublier les «Restaurants du cœur», maintenant dirigés par la veuve de Coluche, qui ont relancé leur vieille idée d'une annexe «Toits du cœur».

Non, on n'a pas rêvé mais cette tartuferie massive n'aura duré que le temps des jours de glace. C'est tout le charme discret de l'insondable autant que révoltante hypocrisie bourgeoise. La vaste esbroufe à la pitié aura du moins enrichi les aigrefins éhontés du journalisme qui ont inventé le rémunérateur créneau de la presse de la misère. «Le Réverbère», «Macadam», «La Rue», etc., feuilles vendues à la criée par des SDF pour leur supposé profit, se sont arrachées comme des petits pains.

Tandis que l'engeance capitaliste n'a réellement que faire d'une compassion envers les SDF, elle nous travaille le cerveau avec de fausses questions. Par rapport aux sans-abri décédés, on a vu tout le monde se renvoyer la balle de la responsabilité. Les pouvoirs publics

locaux, proclamant leur incompétence, désignaient le gouvernement voire l'Etat. Ceux-ci retournaient l'ascenseur en rappelant que les mesures et les moyens de financement de la loi «socialiste» Besson votée en 1990 en faveur du logement des plus démunis ne sont pas utilisés, notamment par l'Office public des HLM. Mais quelle philosophie secourable peut-on bien attendre de la bourgeoisie et de ses lois Besson ? Aucune, à droite et même à gauche. Peu de temps avant la vague de froid, le député CDS Goasguen ne proposait-il pas à l'Assemblée, au nom de la défense de la sacro-sainte propriété, le vote d'une loi antisquatt assortie de lourdes dispositions répressives ? Le projet fut ensuite décrété hors de saison par madame le ministre des Affaires sociales quand le gel fut venu. Exécrable classe dominante !

Peu importent les coupables individuels car au final, le fautif, c'est le capitalisme en tant que système global. Le tapage humanitariste de la bourgeoisie a ceci de par-dessus tout odieux que, focalisant l'attention sur la question des SDF, il voudrait nous faire oublier de quelle mécanique infernale résulte fondamentalement le problème. A la base, les sans-abri sont des travailleurs qui ont été licenciés. Privés d'emploi et n'en pouvant facilement retrouver par ces temps de crise où la situation de sans-travail dure en moyenne plus d'un an, les chômeurs se trouvent bientôt dans l'impossibilité de régler un loyer d'habitation même dans un hôtel minable. D'autant plus vite que leurs allocations et le temps de service de celles-ci ont été récemment réduits par l'Etat et le patronat avec l'aval des syndicats. Jetés donc à la rue et hors de mesure de se maintenir propres, ils ne sont plus présentables pour aller chercher un emploi. Chômage, SDF, sous-alimentation, autant de maillons d'une même chaîne de misère. Celle à laquelle le capitalisme

(SUITE PAGE 5)

Rafles antiterroristes UN ALIBI POUR RENFORCER L'ETAT POLICIER

Les opérations de police musclées du gouvernement Balladur au mois de novembre contre les milieux intégristes musulmans d'abord, nationalistes kurdes ensuite, et la vaste campagne antiterroriste qui les a accompagnées, relèvent bel et bien de l'énorme provocation. Descentes de polices aux quatre coins du pays, rafles massives avec interpellations de plusieurs centaines de personnes, perquisitions, passages à tabac, expulsions, extraditions et enfin dissolutions de plusieurs groupes et associations : l'Etat français, en déployant brutalement un tel arsenal répressif, s'est offert une démonstration de force et de «fermeté» dont la «lutte contre le terrorisme» n'est à l'évidence qu'un prétexte. De l'aveu même des autorités, ces coups de filets n'ont rapporté qu'un maigre butin sur le strict plan de la répression du terrorisme : ni cache d'armes, ni preuves d'attentats en préparation à se mettre sous la dent.

Alors, quel est le but poursuivi et à qui s'adresse l'avertissement ?

L'objectif le plus apparent n'est pourtant certainement pas le plus important. Il saute en effet aux yeux qu'aussi bien la répression contre les milieux proches du FIS, que celle contre les associations assimilées au PKK kurde, participent de la sordide politique impérialiste de l'Etat français qui, dans un cas comme dans l'autre, adresse respectivement aux gouvernements algérien et turc un message de soutien et de solidarité (voir article page 4), soutien allant jusqu'à extraditer vers Ankara, comme un cadeau offert aux tortionnaires turcs, une poignée de Kurdes en situation illégale interpellés en cette occasion.

Mais, au-delà des cibles déclarées de ces vastes opérations, ceux que vise l'Etat français ne sont pas tant le FIS et le PKK. Derrière tout cela et à travers cette campagne, c'est la classe ouvrière comme telle qui est visée.

La «guerre scolaire» : un piège contre le prolétariat

«La droite relance la guerre scolaire !», «La droite attaque un des fondements de la république !», «Balladur privilégie l'école des riches», «A bas la calotte !»... Voilà le type de discours enflammés et les slogans racoleurs que nous servent aujourd'hui toutes les forces de gauche afin d'appeler à la mobilisation le plus grand nombre pour «la défense de l'école publique». Mitterrand en personne y apporte sa contribution quand, «offusqué et choqué», il affirme partager «le sentiment de ceux qui expriment leur indignation».

Comment peut-on croire ou suivre ces hypocrisies de tout acabit qui hurlent en ce moment au loup, alors que, pendant plus de dix ans, ils ont pratiqué (ou soutenu) la même politique que celle de Balladur ? Politique qui s'est traduite, notamment dans le domaine de l'Education Nationale, par une dégradation accélérée de l'enseignement (la bourgeoisie fait la preuve, depuis de nombreuses années, qu'elle est de moins en moins capable de former les prolétaires qu'elle va exploiter), et par des attaques sans précédent et répétées contre les salaires comme les conditions de travail des enseignants.

La réalité qui se cache derrière tout ce battage médiatico-politique, c'est que la classe dominante lance une manœuvre d'ampleur, consistant à mettre en scène une grande bataille nationale entre la droite et la gauche. Par la manière dont elle a abrogé la loi Falloux, la droite joue la provocation ; quant à la gauche, elle joue l'opposition indignée et radicale. Chacune de ces fractions de

Comme le note un commentaire de «Libération» : «L'opération contre les militants kurdes en France a (...) un but politique évident : montrer que la fermeté affichée par le ministre de l'Intérieur ne s'applique pas exclusivement aux ressortissants algériens.» Ce qu'il s'agit ainsi de faire passer, auprès de la population en général et de la classe ouvrière en particulier, c'est l'avertissement clairement lancé par Pasqua : «La France n'acceptera plus sur son sol d'activité de quelque organisation que ce soit de nature à nuire à ses intérêts ou qui soit contraire à ses lois.» Gare donc à tous ceux qui cherchaient à troubler l'ordre public ! A commencer par les ouvriers qui voudraient se battre en dehors du cadre «légal» des syndicats, les travailleurs combattifs en général et les militants révolutionnaires en particulier. Avec les opérations policières du mois de novembre, le principal but de l'Etat français, c'est de faire accepter le renforcement de son appareil répressif, c'est de banaliser la pratique systématique des perquisitions et interpellations dans n'importe quel milieu organisé ou pas. Il n'est même plus nécessaire d'avoir la preuve de l'existence d'un «réseau terroriste» pour justifier descentes de police, interrogatoires et arrestations au petit matin, il suffira d'inventer une vague «suspicion de relation avec une entreprise terroriste» pour faire passer le déploiement au grand jour des grands moyens répressifs.

Oui, c'est bien la classe ouvrière la première visée, elle dont le combat est le seul qui soit réellement subversif contre le capitalisme, elle dont la lutte pour la défense de ses intérêts n'est pas seulement contraire aux lois du capitalisme, mais vise à en finir définitivement avec cette société de misère et de terreur.

PE

la bourgeoisie tient son rôle dans ce spectacle afin que le plus grand nombre se sente concerné. Les objectifs essentiels poursuivis à travers cette manœuvre sont :

- par la mise en avant de la gauche, chercher à redorer le blason passablement terni de cette fraction de la bourgeoisie, en particulier celui du PS, qui tente aujourd'hui de regagner de l'influence dans la classe ouvrière, et notamment dans un secteur, l'enseignement, qui lui était traditionnellement favorable avant l'expérience édifiente de la gauche au pouvoir ;

- avec la «guerre» entre le laïc et le privé, pousser les prolétaires de l'enseignement, non seulement à s'opposer les uns les autres, mais aussi à se lancer dans une bataille qui n'est pas la leur, ce qui, inéluctablement, les jettera dans les griffes de leurs ennemis, en particulier dans celles des partis de gauche, des gauchistes et des syndicats de tout poil ;

- enfin et surtout, grâce au battage assourdissant orchestré autour de l'Ecole, répandre un rideau de fumée sur ce qui est essentiel dans la situation actuelle : la reprise des luttes, expression d'une colère et d'une combativité montantes dans l'ensemble de la classe ouvrière face à une dégradation continue et insupportable de ses conditions d'existence.

Les prolétaires n'ont pas à s'impliquer dans la «guerre scolaire». C'en est qu'un piège que leur tend la bourgeoisie.

Elfe.

"Accords" du GATT

LA BOURGEOISIE N'A PAS DE SOLUTION A LA CRISE

«Plus de commerce, plus de jobs, plus de croissance du revenu pour tous.» C'est en ces termes que Peter Sutherland, directeur général du GATT, saluait la signature de l'accord concluant sept années de marchandages commerciaux entre 117 nations. Est-ce vrai ? Cet accord va-t-il vraiment apporter plus d'emplois et plus de revenus pour les travailleurs du monde entier ? Ou alors, les anti-GATT ont-ils raison quand ils affirment que ce sera l'inverse, car cela va accélérer la disparition des entreprises moins compétitives ? C'est dans cette fausse alternative : pour ou contre les accords du GATT, que l'on voudrait enfermer les exploités. Pourtant, l'issue de l'actuel marasme économique mondial ne dépend pas de telle ou telle modification des règles du commerce mondial, mais de l'élimination radicale du commerce lui-même, l'élimination des relations marchandes capitalistes.

Lorsque entreront en vigueur les règles établies par les accords du GATT (l'Uruguay Round), c'est-à-dire dans au moins un an (il est déjà prévu un délai d'un an et demi pour certaines nations), les tarifs douaniers sur l'ensemble des secteurs économiques concernés (1) devraient baisser en moyenne de 33 % ; la pratique de limitation des importations par les «quotas» (en tonnes, litres, etc.) devrait être remplacée par des droits de douane ; les entreprises étrangères auraient plus de libertés dans les pays d'accueil ; les subventions à l'agriculture devraient être réduites pour permettre un plus grand jeu de «la vérité des prix», etc. ; il sera en outre créé une organisation internatio-

nale chargée de servir de gendarme dans le commerce mondial tout comme de lieu de rencontre pour résoudre les conflits éventuels. Cela devrait permettre un épanouissement plus grand, plus harmonieux, du commerce mondial... et donc de la production et de l'emploi.

Est-ce l'ouverture d'une période de paix pour les marchands mondiaux ?

Le problème pour les capitalistes, c'est qu'ils veulent tous exporter plus et importer moins..., ce qui est impossible pour tous. Entre marchands, il ne peut pas y avoir de paix à une époque où une

des conditions vitales de leur existence, les marchés solvables, se montrent de plus en plus insuffisants. Lorsque la nourriture se fait rare les tigres s'entre-déchirent.

Les accords du GATT apparaissent comme une tentative pour empêcher que les antagonismes de plus en plus aigus qui opposent tous les pays capitalistes, du plus grand au plus petit, pour des parts de marché n'aboutissent à un infarctus de la circulation marchande, entravée par la montée du protectionnisme et de toute forme de barrières commerciales. En réalité, ces accords sont d'abord un acte de guerre des marchands les plus puissants contre les plus faibles. Pour les pays du Tiers-Monde, il s'agit d'accords imposés sans véritable contre-partie, où ils devront, encore plus qu'auparavant, subir dans leur marché national et internationalement la concurrence de produits fabriqués avec des technologies et des prix qu'ils ne peuvent affronter. L'ambassadeur égyptien se plaignait que l'Afrique perdrait 50 % de ses avantages sur le marché Etats-Unis, Europe, Japon.

Les multinationales (essentiellement américaines, japonaises, allemandes...) qui comptent à elles seules pour deux tiers du commerce mondial, voient facilitées les conditions de leur jeu dans tous les pays, leur permettant de mettre à profit leur principal atout : leur dimension internationale. Quant aux rapports entre les grandes puissances commerciales, le changement de quelques formes de la guerre ne changera rien à la vérité et à l'acuité de celle-ci. Derrière les sourires des signatures d'accords, chaque capital national aiguise ses armes dans la plus intense guerre commerciale de l'histoire du capitalisme. L'aberration autodestructrice de cette guerre est mise en évidence par l'objet même des négociations. Ce que les puissances marchandent entre elles, c'est l'absurdité des effets des lois

capitalistes. On négocie combien de millions d'hectares de terres cultivables devront être stérilisés, combien d'agriculteurs seront ruinés, alors que deux tiers de la population mondiale connaissent le problème de la faim ; on «deale» le nombre d'usines, de mines, de chantiers, qui devront être fermés, les millions de prolétaires qui devront être réduits au chômage.

Davantage de jobs ? Davantage de revenus ?

Non. Contrairement aux discours entonnés par leurs défenseurs, les accords du GATT ne permettront pas une relance de la production mondiale. De nouvelles «règles» commerciales peuvent tout au plus changer la répartition des marchés subsistants, elles ne peuvent créer ces marchés. Aucune réglementation commerciale ne peut résoudre le véritable problème qui bloque aujourd'hui l'économie et engendre toujours plus de misère sur la planète. Car ce problème n'est autre que le système capitaliste lui-même.

Ce qui paralyse la machine économique, ce qui contraint les gouvernements à stériliser des terres, à fermer des usines, ce n'est pas une mauvaise organisation du commerce mondial, mais l'absurdité qu'est devenue la survie du du capitalisme et de son commerce. C'est parce que ce système ne peut produire qu'à condition de vendre, mais qu'en même temps il est contraint, par la concurrence commerciale, de réduire en permanence le pouvoir d'achat des masses (chômage, baisse des salaires réels) qu'il condamne aujourd'hui l'humanité à l'impasse. Ce n'est pas telle ou telle forme de gestion de la concurrence commerciale internationale qui ouvrira une issue. Seules la destruction du système lui-même, l'élimination de la production marchande, du salariat, l'organisation de la production et de la distribution exclusivement en fonction

des besoins humains, apporteront une solution à l'actuelle catastrophe planétaire.

Les opposants aux accords du GATT défendent-ils les intérêts des travailleurs de LEUR pays ?

Pas plus que ceux qui défendent l'Uruguay Round, ceux qui s'y opposent ne se situent du point de vue des exploités. Les cris effarouchés de certains syndicats «ouvriers», de plusieurs partis de «gauche», ou de «droite», qui hurlent à la «capitulation» de leurs gouvernements nationaux devant les puissances étrangères, ne font que préconiser, avec d'autres moyens, une exacerbation de la même guerre capitaliste. Ils ne prétendent «défendre les emplois nationaux» que pour mieux atteler les exploités au char de leur capital national. Ils ne combattent pas la machine capitaliste qui ruine les conditions d'existence des prolétaires, ils appellent ceux-ci à devenir des soldats de cette machine dans une guerre où les exploités ne peuvent participer que comme victimes. Ils affirment que les ouvriers de certains pays pourraient sauver leur peau aux dépens de celle des prolétaires d'autres pays, alors que c'est tout le système mondial qui s'effondre et que seule l'unité internationale de la classe ouvrière permettra de briser à jamais le cauchemar absurde du capitalisme.

Le problème n'est pas : plus de liberté de commerce ou plus de protectionnisme, mais fin du commerce, fin du capitalisme, ou enfoncement de l'humanité dans la barbarie de la plus grande catastrophe économique de son histoire.

RV

Elections en Italie

L'EPOUVANTAIL FASCISTE CONTRE LA LUTTE DE CLASSE

Depuis quelques mois, l'Italie est secouée par une vague d'agitation sociale qui se propage dans tous les secteurs. Encore récemment, le 10 décembre, ce sont les métallos de Fiat et d'Alfa Romeo qui ont manifesté à Milan, Rome et Turin, en même temps qu'une nouvelle grève des transports se déployait dans tout le pays.

C'est directement face à ce renouveau de combativité que la bourgeoisie, pour dévoyer la colère ouvrière, lance des campagnes idéologiques. Depuis plusieurs mois, c'est un battage incessant sur l'opération «Mains Propres» qui vise à faire croire aux «vertus» d'un capitalisme «démocratique» capable de «faire sa propre critique».

Aujourd'hui, à l'occasion des récentes élections municipales dans plusieurs grandes villes du pays, elle déchaîne une vaste campagne antifasciste. Tous les moyens sont bons pour crédibiliser cette campagne, et elle n'hésite pas à en «diaboliser» les enjeux. A Naples, dans la plus grosse cité du sud de l'Italie, elle utilise le nom emblématique d'Alexandra Mussolini dans une mise en scène parfaitement rodée où télévision, radio et presse se délectent à la montrer entourée de balèzes qui scandent «Duce ! Duce !», bras tendus, arpentant les quartiers les plus démunis ; pendant que la presse gauchiste, comme «Il Manifesto», titre sur plusieurs jours : «Alerte : ce sont des fascistes.» A Rome, le point d'orgue est donné par le patron de l'audiovisuel Berlusconi, qui apporte son soutien public au candidat du MSI (le parti néofasciste). Dans les villes du Nord, c'est une agitation incessante de la Ligue Lombarde, qui brandit la menace régionaliste et sécessionniste d'avec le Sud.

Le résultat des élections s'intègre pleinement dans la campagne : d'un côté, poussée de l'extrême droite (le

«danger fasciste»), et de l'autre, consécration des partis qui apparaissent comme les garants du «renouveau de la démocratie» : les antifascistes du PDS (l'ancien PC), les Verts, les antimafia de la Rete. On ramène ainsi les ouvriers sur le terrain électoral, on redore le blason de la «démocratie» bourgeoise en les mobilisant pour la défense des valeurs antifascistes. Le PDS, qui a été volontairement épargné par les scandales de ces derniers mois, grand vainqueur des élections, reconnu démocratiquement, peut alors être mis en avant comme facteur de stabilité politique et seul capable de faire avaler les mesures d'austérité aux ouvriers.

Comme le dit si bien Luigi Lucchini, ancien dirigeant de l'organisation patronale italienne : «Le PDS et les syndicats sont un élément de stabilité du système ; l'assainissement de la situation économique et des comptes publics impose une douloureuse cure de rigueur, et un gouvernement de gauche menant une politique de droite est encore le mieux à même de la faire accepter.» Le terrain est bien balisé, on peut déjà prévoir à terme un PDS participer au gouvernement et Rifondazione Comunista (parti formé entre autres éléments par les restes du PCI et les trotskistes de la IVe «Internationale»), accompagné de l'éventail des gauchistes, restant dans l'opposition.

Quelle que soit la profondeur des convulsions internes qui secouent actuellement la classe dominante italienne, celle-ci a su mettre en place un véritable arsenal idéologique pour tenter d'empêcher que les luttes ouvrières n'échappent au cadre de la démocratie bourgeoise. Ce n'est pas le danger fasciste que craignent les défenseurs de la démocratie bourgeoise. C'est le danger de la révolte des exploités.

SK

LES GRANDES PUISSANCES ACHEVENT DE FAIRE DE LA YUGOSLAVIE UN CHARNIER

En Yougoslavie, le nombre des morts et des blessés continue à croître, de même que la masse des populations déplacées, de sans abris, de miséreux condamnés à mourir de froid et de faim à l'entrée de l'hiver. Bref, la situation est toujours plus dramatique pour la population prise dans un conflit impérialiste qui la dépasse.

Aujourd'hui, les médias sont devenus bien silencieux à l'heure où Sarajevo est de nouveau pris sous le feu de la barbarie guerrière. Pourtant, il y a quelque mois, la bourgeoisie des principales puissances impérialistes mondiales se répandait encore en grandes déclarations «humanitaires» et «pacifistes» qui avaient servi à justifier sa présence militaire sur le terrain.

Pourquoi ce silence actuel ? Parce qu'il est bien sur difficile de continuer à se faire «mousser» par la propagande «humanitaire» alors qu'il est de plus en plus évident pour tout le monde que derrière les tueries entre différentes ethnies et fractions locales, ce sont les grandes puissances impérialistes qui s'affrontent sur le terrain.

Que se passe-t-il en réalité ? Les différentes parties en conflit se retrouvent à nouveau à Genève le 21 décembre devant les médiateurs de l'ONU et le

22 décembre à Bruxelles devant le conseil des ministres de l'Union Européenne. Le cirque diplomatique continue mais rien ne sera réglé car c'est sur le terrain des affrontements militaires que s'imposent les rapports de force entérinés ensuite par des «solutions diplomatiques», lesquelles seront à leur tour remises en cause par de nouveaux rapports de force. Aujourd'hui, le «problème bosniaque» est réglé dans les faits : la Bosnie est devenue un immense charnier dont les uns et les autres se disputent la dépouille dans des combats sanglants.

Cette fin tragique n'est pas le signe de la fin des hostilités et de la barbarie capitaliste dans la région. Au contraire, Serbes et Croates se trouvent à présent de nouveau directement face à face, comme au début du conflit, mais cette fois avec une préparation et une détermination supérieures liées à l'enjeu, la victoire totale de l'un sur l'autre. Ainsi, c'est déjà une confrontation plus totale qui s'annonce, plus atroce encore. Et cela d'autant plus que ces deux «jeunes républiques», trouveront, avec les grandes puissances qui cherchent à défendre leur influence dans la région, l'appui de parrains eux aussi plus déterminés à s'imposer face à leurs rivaux. La

Croatie, en ce qui la concerne, a son parrain depuis le début du conflit : l'Allemagne qui l'a poussée à proclamer son indépendance. La Serbie s'est vue tour à tour soutenue, puis dénoncée par les USA, en fonction de leur stratégie locale. Elle a bénéficié du soutien discret mais réel de la France sur le terrain, dans la conquête de la Bosnie. Elle peut prétendre, dans sa confrontation à la Croatie, recevoir la «protection» des USA, désireux de pouvoir jouer un rôle en Yougoslavie. Ces derniers cherchent, en effet, à faire oublier leur incapacité à maintenir un Etat bosniaque indépendant qu'ils ont été impuissants à défendre, malgré toutes les déclarations «musclées» de Clinton à la face du monde. La Serbie peut par ailleurs prétendre recevoir l'appui de la France, toujours désireuse d'entraver l'avancée vers la Méditerranée et la montée en puissance de son «allié» allemand.

Les prolétaires ne doivent pas être dupes des mensonges «humanitaires» de tous les gangsters impérialistes qui dirigent le monde. Toutes leurs opérations «pacificatrices», en Yougoslavie comme au Moyen-Orient, ne sont que le prétexte à de nouveaux bains de sang.

ME

Moyen-Orient

DANS LE CAPITALISME,
LA PAIX EST UN MENSONGE

Le 13 septembre dernier, à Washington, était signé l'accord sur l'autonomie de Gaza et de Jéricho. Les médias nous abreuvèrent de discours de paix et repassaient à satiété l'image de «la poignée de main historique» entre l'Israélien Rabin et le Palestinien Arafat.

En France, le journal «Libération» fit sa «Une» de l'événement durant plusieurs jours, n'hésitant pas à affirmer : «LA GUERRE EST FINIE», dans un de ces éditoriaux. La bourgeoisie nous promettait des lendemains qui chanteraient. La paix allait enfin régner dans cette partie du monde après 46 années de guerre. Ainsi Yasser Arafat déclarait lors de la cérémonie officielle : *«cet accord que nous signons aujourd'hui marquera le début de la fin d'un chapitre de douleur et de souffrance, qui a duré pendant tout ce siècle»*. Shimon Pérès, ministre israélien des affaires étrangères, s'exclamait d'un ton pathétique : *«Ce que nous faisons aujourd'hui est plus qu'une signature, c'est une révolution»*. Rien de moins ! Et son collègue Rabin, Premier ministre, se voyait *«embarqué dans une ère nouvelle, celle de l'histoire du Moyen-Orient»*.

Les douze Etats européens, pourtant largement exclus des négociations, publiaient quant à eux une déclaration pour *«saluer cet accord historique»*.

Nos bourgeois tous fébriles nous dessinaient déjà le contours «d'une petite Suisse» qui ne manquerait pas de naître de ces accords, *«un vaste et prospère marché commun proche-oriental dans lequel les biens et les services circuleront librement»*. Utopie ? Non, s'écriaient-ils. Ce projet est couché sur le papier de l'accord «Gaza-Jéricho».

Le CCI affirmait clairement, dans «Révolution Internationale» du mois d'octobre, au lendemain de cette supercherie pacifique, *«qu'il n'y a jamais et il n'y aura jamais de paix dans cette société-là, c'est un mensonge qu'il faut combattre sans relâche»*, et concluait : *«Il en adviendra des promesses qui nous sont à présent faites au sujet du Proche-Orient exactement comme il en a été du «nouvel ordre mondial» dont l'issue de la guerre du Golfe devait annoncer l'accouchement : des tueries à la yougoslave, à la somalienne ou à la géorgienne en suite ininterrompue, jusqu'à la mort finale du capitalisme mondial»*. Il n'a sûrement pas manqué de lecteur de se dire en lisant notre article que décidément nous voyions encore (tout en noir).

L'accord de paix
ne met pas fin à la guerre

La récente évolution de la situation au Proche-Orient suffit pour mettre à nu tout le cynisme de la bourgeoisie, qui organisait les 8, 9 et 10 décembre à l'initiative des journaux «El País» et «Libération», des forums pour la «réconciliation» au Proche-Orient sur le thème de «La paix, le jour après» et annonçait fièrement en préambule : *«La voie vers la paix au Proche-Orient s'est ouverte le 13 septembre»*.

A peine deux mois après ces «accords historiques», et au moment où l'armée israélienne doit commencer son retrait des territoires occupés, la bande de Gaza est de nouveau «dans la fumée et dans le sang» d'après le correspondant

de l'Agence France Presse. La mort d'un chef de l'organisation pro-irannienne, le Hamas, suivie par la liquidation du responsable des «Faucons de Fatah» (le bras armé de l'OLP) a mis le feu aux poudres, au sens propre du terme.

La barbarie capitaliste

Les attentats anti-israéliens se multiplient et les images si souvent vues aux actualités télévisées réapparaissent. Patrouilles israéliennes attaquées à coup de cailloux par des enfants, tirs de rafales d'armes automatiques des soldats pour se libérer des manifestants. A ce jour, 38 Palestiniens ont été tués ainsi que 18 Israéliens depuis la signature de la «paix historique». L'horreur succède à l'horreur. Attentats, embuscades, assassinats délibérés de passants, de Palestiniens accusés de «collaborer» avec les autorités israéliennes. Chaque jour apporte son lot d'horreur nationaliste, et de nouveau des contrôles militaires sont imposés aux habitants des territoires travaillant en Israël, et aux Palestiniens qui sont de nouveau consignés par un couvre-feu permanent qui est seulement levé deux heures pour leur permettre de s'approvisionner. Voilà qui suffit pour confirmer ce que nous écrivions il y a huit semaines à peine, et démentir les propos de la bourgeoisie mondiale qui s'était réunie dans la capitale américaine pour un sabbat pacifique.

Ce que valent les promesses
de la bourgeoisie

Le 13 décembre devait voir l'application de «Gaza-Jéricho d'abord», avec le retrait de l'armée israélienne et le commencement de l'autonomie de ces territoires. Eh bien, nous venons de voir ce que valent les promesses de tous ces requins capitalistes. L'application de l'accord a été reporté de dix jours nous annonce-t-on, et deux questions demeurent en suspens : les limites géographiques de la région de Jéricho, que l'Etat israélien voudrait limiter à 25 km² (!), et le contrôle des frontières, sans oublier en annexe le sort des 11 000 prisonniers palestiniens qui croupissent dans les prisons de l'Etat hébreu. Cette décision remise à dixaine risque fort de connaître le même sort que la fameuse date du 13 décembre si l'on en croit les déclarations du Premier ministre israélien : *«Celui qui croit que dans les dix jours qui viennent l'accord sur l'application de l'autonomie sera scellé avec l'OLP, ne sait pas de quoi il parle»*. NON, cent fois non, il n'y aura jamais de paix dans ce système de misère et de barbarie ! Malheur à ceux qui se font prendre par les discours sur la paix. La classe ouvrière doit se garder comme de la peste de tous les bonimenteurs qui répandent leur poison. *«On respire la paix après quarante-cinq ans de guerre»*, pouvait-on lire dans «l'Humanité» du 24 novembre, c'est-à-dire peu avant le début des émeutes. Depuis, ce que respire la population palestinienne, ce n'est pas la paix, mais une nouvelle fois la guerre. Rien n'y fera, pas plus les gestes symboliques que les discours ampoulés et les cérémonies fastueuses : comme toujours dans le capitalisme décadent, les discours et les accords de paix ne font que préparer de nouvelles guerres et encore plus de barbarie.

Yannis

Interdiction du PKK

L'ALLEMAGNE DEFEND
SES INTERETS IMPERIALISTES

Le 26 novembre dernier, l'Etat allemand interdisait sur son sol toute représentation du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) et de 35 associations qui lui sont proches. Malgré toutes les allégations des autorités allemandes, il ne s'agit pas là que d'une simple opération coup de poing visant le milieu terroriste kurde implanté en Allemagne. S'il est vrai que les activistes kurdes se sont déjà manifestés sur le territoire germanique, notamment en juin dernier au cours d'une prise d'otages au consulat turc de Munich, et que cela irrite profondément Bonn, fondamentalement, cette interdiction est une nouvelle illustration des avancées impérialistes de l'Allemagne.

Comme nous l'avons déjà à maintes reprises mis en évidence dans les précédents numéros de ce journal, depuis l'effondrement de l'URSS, l'Allemagne a renoué avec ses vieux appétits impérialistes trop longtemps contenus. Cela s'est entre autres aspects vérifié en Yougoslavie à travers le soutien apporté à la Sloénie et à la Croatie mais également à travers l'appui dont bénéficie la Turquie, véritable poste avancé des intérêts allemands en Méditerranée et à l'orée du Caucase (voir à ce propos dans «RB» n° 229 l'article «Caucase : un nouveau champ de bataille impérialiste»). Alliée de longue date de l'Allemagne, notamment durant la première guerre mondiale, la Turquie joue de nouveau à présent ce rôle de partenaire privilégié. Ainsi, à plusieurs reprises déjà, la bourgeoisie turque avait été approvisionnée en armes provenant d'outre-Rhin, afin de mieux justifier face à la guérilla kurde Dorénavant, elle peut se targuer du clair soutien politique de sa consœur allemande. Ici aussi, le vieil adage se vérifie : les ennemis de mes amis sont mes ennemis.

En tout cas, s'il est un pays qui affirme sans ambages ce qui se dit plus discrètement dans les salons feutrés des ambassades à propos des manœuvres allemandes, c'est bien la Grèce. Le 25 novembre dernier, Théodore Pangalos, le ministre grec des Affaires européennes, déclarait : *«Avant, l'Allemagne était un colosse aux pieds d'argile, et maintenant, elle est comme Pantagruel, le géant de Rabelais, avec une force bestiale et une cervelle d'enfant (...). Il y a une tentative allemande d'influencer la politique européenne (...). C'est inadmissible»*. Enfin, en ce qui concerne la Turquie, ce même Pangalos affirmait que l'Europe se ridiculisait dans ses rapports avec Ankara alors que la Turquie *«trainait ses bottes ensanglantées sur les tapis européens»*. On ne peut être plus explicite ! D'ailleurs quelques jours plus tard, les officiels allemands qui exigeaient des explications sinon des excuses se sont vu adresser une fin de non-recevoir par le ministère grec des Affaires étrangères. Décidément, Athènes persiste et signe. Dans le même credo germanophile et antitürk, le lendemain des déclarations fracassantes de son compatriote Pangalos, le compositeur Mikis Théodorakis accusait l'Allemagne d'être à *«100 % responsable du massacre actuel dans l'ex-Yougoslavie»*.

Ce n'est un secret pour personne, la Grèce n'a jamais entretenu des rela-

tions diplomatiques complices ni avec l'Allemagne ni avec la Turquie. Et pour cause, par deux fois au cours des conflits mondiaux qui ont ensanglanté ce siècle, la Grèce s'est trouvée adversaire de l'Allemagne. Athènes entretenait d'ailleurs toujours le souvenir douloureux, parmi la population, de l'occupation allemande d'il y a cinquante ans. Et puis, la Grèce ayant une frontière commune avec la Yougoslavie, elle était effectivement aux premières loges pour assister aux pressions allemandes. Enfin, le différend gréco-turc ne date pas lui non plus d'aujourd'hui. Depuis la guerre qui a opposé ces deux Etats en 1920-23 et les terribles transferts de populations qui s'en sont suivis en passant par la crise de Chypre en 1974, ces deux nations se vouent une haine inexpiable. Rien d'étonnant donc à ce que la Grèce dénonce de façon véhémence ce rapprochement germanoturc renforcé davantage encore, maintenant que le PKK n'est plus autorisé en Allemagne.

Mais, il n'est pas interdit non plus de penser que derrière de telles invectives diplomatiques s'exercent aussi et surtout les pressions de la bourgeoisie américaine. En effet, en ce qui concerne la Grèce, ce pays a toujours constitué un fidèle allié des Etats-Unis dans la région. Dès 1945-48, il fut largement aidé financièrement et militairement par la Maison-Blanche afin d'éviter qu'il ne bascule dans le camp soviétique. Et jusqu'à nos jours, la Grèce a représenté un bastion stratégique de l'impérialisme américain en Méditerranée, en somme un véritable porte-parole sinon porte-avion de l'Onclé Sam. Dans la même veine, il est de plus en plus manifeste que l'opposition kurde à Ankara a été soutenue également par les Etats-Unis, ceux-ci allant même jusqu'à encourager les attentats antiturcs fomentés en Allemagne, comme celui de Solingen, afin de mieux contrecarrer tout rapprochement de l'Allemagne et de la Turquie.

Force est de constater que pour le moment, ces tentatives ont échoué. L'Allemagne est bel et bien en train de marquer des points dans l'arène impérialiste. L'interdiction du PKK en est une illustration.

Arkady.

Lénine

(suite de la page 6)

Marx, dont certaines analyses sont encore «utiles» et «pertinentes». Cette opposition (dont sont friands les conseillistes) entre l'oeuvre de Lénine et celle de Marx, ne constitue rien d'autre, sous couvert d'«objectivité» qu'une crapulerie supplémentaire pour essayer d'enterrer la perspective communiste. En effet, toute l'activité militante de Lénine se situe sur le terrain du marxisme, c'est-à-dire du point de vue du prolétariat. L'internationalisme, le rejet des conceptions populistes et réformistes, la lutte pour une organisation politique du prolétariat basée sur un programme clair, la mise en avant de la nécessité de détruire l'Etat bourgeois et de l'exercice du pouvoir par les masses ouvrières, la capacité même de tirer les leçons de l'expérience vivante de la classe ouvrière (notamment le rôle des soviets à partir de 1905), toutes ces caractéristiques de l'activité de Lénine appartiennent pleinement à l'héritage de Marx. La différence majeure entre ces deux révolutionnaires, c'est que le premier vivait à une époque où la révolution prolétarienne n'était pas encore à l'ordre du jour, alors que le second s'est justement trouvé aux avant-postes de celle-ci. C'est dans la pratique vivante de la révolution que Lénine a appliqué les enseignements du marxisme. Et c'est bien cela qui chiffonne nos «experts». Tant que le «marxisme» reste «théorique» (en fait, pour les révolutionnaires, il a toujours constitué un guide pour l'action, même quand la révolution n'était pas encore à l'ordre du jour), on peut toujours faire une discipline universitaire. Mais lorsqu'on doit l'appliquer à la révolution elle-même (à l'exemple de Lénine), on fait la fine bouche car, de révolution réelle, on ne veut surtout pas.

Comme tous les révolutionnaires, comme Marx lui-même, Lénine a commis des erreurs. Mais de la même façon qu'on ne peut critiquer les erreurs de Marx qu'en se situant dans le cadre du marxisme, on ne peut faire la critique de celles de Lénine qu'en partant des apports considérables qu'il a donnés au mouvement ouvrier, tant sur le plan théorique que sur le plan pratique. Ces apports, en même temps que l'ensemble du marxisme, le prolétariat devra les refaire siens s'il veut être en mesure de mettre fin à la barbarie capitaliste et de s'acheminer vers la société communiste.

FM

(Extrait de l'article publié dans RI 189, avril 1990)

SDF (Suite de la page 3)

agonisant condamne en proportion sans cesse croissante les prolétaires. Autant de raisons de dénoncer la faillite irrémédiable du système.

En France, le nombre actuel de SDF ou de gens logés de façon précaire s'élève officiellement à 500 000 cas. Il se monte à plusieurs millions dans l'ensemble des pays occidentaux d'Europe (sans parler de ceux de l'Est), pas mieux traités qu'ici. Les Etats-Unis eux-mêmes, la plus forte place économique du monde, sont depuis plusieurs années connus pour abriter d'immenses légions de... sans-abri. Le mal s'avère donc général, très profond. Et s'il y a une vérité dans les mensonges de la bourgeoisie, il réside dans l'aveu implicite de son impuissance à juguler le mécanisme d'un appareil capitaliste qui marche aujourd'hui dans le sens unique d'expulser les travailleurs hors de la production. Il tient dans le fait que le capitalisme n'est plus qu'un mouvement inexorable de paupérisation et de

tiers-mondisation des populations.

C'est bien pourquoi les prolétaires, les vraies victimes de ce processus, ne doivent pas un seul instant céder au chantage à la pitié. Le battage sur les SDF est encore un moyen, à côté du «partage du travail et des salaires», que se procure la bourgeoisie pour culpabiliser la classe ouvrière. Derrière les discours du genre : *«L'Etat n'est pas le seul concerné, la détresse des SDF, c'est la faute de tout le monde»*, la classe dominante entend donner mauvaise conscience aux ouvriers encore nantis d'un boulot. Sous le prétexte fallacieux de combattre leur égoïsme de «privilegiés», elle voudrait les dissuader de revendiquer et de riposter par la lutte aux attaques capitalistes. Or c'est le seul moyen qu'a le prolétariat de freiner puis de bloquer l'engrenage de la misère et d'apporter son indispensable solidarité de classe aux SDF, ses frères d'infortune.

Sonia.

70 ans après sa mort

LENINE RESTE UN GRAND COMBATTANT DU PROLETARIAT MONDIAL

Le 21 janvier 1924 mourait un des plus grands combattants du prolétariat. Soixante-dix ans après, plus que par le passé, il importe de rétablir la vérité sur le rôle véritable de Lénine et de ses compagnons bolchéviks, de mettre en évidence que toute sa vie fut consacrée à la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière et non à l'établissement sur celle-ci d'une des formes les plus barbares d'exploitation et d'oppression comme l'a été le stalinisme.

Avant même que de se faire connaître par l'établissement d'une terreur policière sans commune mesure dans l'histoire, le stalinisme a commencé sa carrière comme défenseur de la thèse de la «construction du socialisme dans un seul pays». Dès 1925, Staline se fait le porte-parole de cette conception qui s'inscrit complètement en faux avec toute la vision qui avait été défendue auparavant dans le mouvement ouvrier. En effet, dès ses origines, celui-ci se présente comme un mouvement international dans la mesure où, comme

l'écrivait Engels dès 1847 : «La révolution communiste (...) ne sera pas une révolution purement nationale ; elle se produira en même temps dans tous les pays civilisés (...) Elle exercera également sur tous les autres pays du globe une répercussion considérable et elle transformera complètement et accélérera le cours de leur développement. Elle est une révolution universelle ; elle aura, par conséquent, un terrain universel.» («Principes du Communisme»).

Lénine, défenseur exemplaire de l'internationalisme prolétarien

C'est pour cela que la thèse du «socialisme en un seul pays» constitue une véritable trahison des principes de base de la lutte prolétarienne et de la révolution communiste (...). En particulier, cette thèse, présentée par Staline comme un des «principes du léninisme», constitue l'exact contraire de la position de Lénine :

«La révolution russe n'est qu'un détachement de l'armée socialiste mondiale, et le succès et le triomphe de la révolution que nous avons accomplie dépendent de l'action de cette armée. C'est un fait que personne parmi nous n'oublie (...). Le prolétariat russe a conscience de son isolement révolutionnaire, et il voit clairement que sa victoire a pour condition indispensable et prémisses fondamentale, l'intervention unie des ouvriers du monde entier.» («Rapport à la Conférence des comités d'usines de la province de Moscou», 23 juillet 1918).

L'internationalisme intransigeant de Lénine, marque de son adhésion totale au combat du prolétariat pour son émancipation, est une constante de toute sa vie. Il s'exprime en particulier en 1907, lors du Congrès de Stuttgart de l'Internationale socialiste, lorsque, en compagnie de Rosa Luxemburg, le plus grand nom du prolétariat d'Allemagne et de Pologne durant tout le début du 20^e siècle, Lénine mène le combat pour faire adopter par les délégués un amendement durcissant la résolution contre la guerre impérialiste. De même, Lénine participe activement au combat de la gauche de l'Internationale pour faire du Congrès extraordinaire de Bâle en 1912 une manifestation retentissante contre la menace de guerre. Mais c'est au cours de la 1^{ère} guerre mondiale que l'internationalisme de Lénine trouve toute sa mesure. Sa dénonciation des «social-chauvins», mais aussi des «centristes» qui ne savent opposer

Les combats de Lénine pour la révolution

Dès le début de son activité militante, à la fin du 19^e siècle, Lénine se distingue dans le mouvement socialiste en Russie par son combat en profondeur contre le «populisme» et le «socialisme agraire». Pendant des années, ce courant avait fait reposer l'élimination du joug tsariste sur l'action de petites minorités d'intellectuels révolutionnaires, et avait idéalisé la paysannerie comme agent de la régénération de la société en Russie. Aux billes de l'un mouvement qui, en 1917-18, allait se retrouver, avec les «socialistes révolutionnaires», aux côtés de la bourgeoisie, Lénine oppose la vision marxiste qui fait du prolétariat la seule classe capable, non seulement de conduire le renversement du tsarisme, mais aussi de réaliser la seule alternative possible au capitalisme, la révolution socialiste. Durant la même période, Lénine est également à l'avant-garde de la lutte contre le «marxisme légal» qui, au nom de la nécessité du développement du capitalisme en Russie comme condition de la constitution d'un prolétariat fort, conduit à se mettre à la traîne et à la solde de la bourgeoisie libérale.

à la boucherie impérialiste que des gémissements pacifistes, fait partie des pages les plus lumineuses de l'histoire du mouvement ouvrier. En particulier, à Zimmerwald, en septembre 1915, Lénine est l'animateur de la gauche de la conférence rassemblant les délégués des différents courants socialistes qui, en Europe, s'opposent à la guerre. Sa position se distingue de celle du «Manifeste» adopté par la conférence en affirmant clairement que «la lutte pour la paix sans action révolutionnaire est une phrase creuse et mensongère» et en appelant à la «transformation de la guerre impérialiste en guerre civile», mot d'ordre précisément indiqué par les résolutions de Stuttgart et de Bâle.

L'internationalisme de Lénine ne s'éteint pas avec la victoire de la révolution en Octobre 1917. Au contraire, il conçoit celle-ci uniquement comme premier pas et marche-pied de la révolution mondiale. C'est pour cela qu'il prend un rôle déterminant, en compagnie de Trotski, dans la fondation de l'Internationale Communiste, en mars 1919. En particulier, c'est à Lénine qu'il revient de rédiger un des textes fondamentaux du congrès de fondation : les «Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat».

Du temps de Lénine, l'I.C. n'avait rien à voir avec ce qu'elle est devenue par la suite sous le contrôle de Staline : un instrument de la diplomatie de l'Etat capitaliste russe et le fer de lance de la contre-révolution à l'échelle mondiale (...).

Mais la vie militante de Lénine ne saurait se résumer à son internationalisme inflexible. Sur pratiquement toutes les questions importantes qui se posaient à la classe ouvrière, les positions de Lénine figuraient parmi les plus claires et intransigeantes.

Cette action déterminée en faveur du combat de classe, Lénine la poursuit au début du siècle lorsqu'il oppose (en particulier dans «Que faire») à l'opportunisme des «économistes» (qui préconisent de se mettre à la queue des illusions réformistes pesant sur les ouvriers) la vision d'une lutte politique pour la prise de conscience dans le prolétariat de ses objectifs révolutionnaires. Cette même détermination, nous la retrouvons, lors du 2^e congrès du «Parti Ouvrier Social-Démocrate de Russie», en 1903, dans la défense par Lénine et les «bolchéviks» du parti révolutionnaire en tant qu'organisation de combat composée de militants convaincus et déterminés. En cette circonstance, Lénine s'oppose aux «menchéviks» qui proposent une conception floue et opportuniste du parti et qui véhiculent, en réalité, l'idéologie petite bourgeoise caractéristique des éléments intellectuels pour qui l'action révolutionnaire est conçue comme une sorte de «hobby». Ce combat contre les «menchéviks» se poursuit lors de la révolution de 1905, en Russie. Ces derniers, considérant que les conditions de la révolution prolétarienne ne sont pas

encore mûres dans ce pays, n'ont rien d'autre à proposer aux ouvriers que de constituer une force d'appoint pour la bourgeoisie «démocratique», c'est-à-dire à renoncer à la défense de leurs intérêts de classe. En revanche, même s'ils ne sont pas encore tout à fait clairs sur la nature de la révolution de 1905 (révolution démocratique bourgeoise contre le tsarisme ou «répétition générale» de la révolution prolétarienne), Lénine et les bolchéviks ont le mérite de mettre en avant la nécessité pour le prolétariat de préserver et défendre fermement son indépendance et ses intérêts de classe. De plus, au cours de cette révolution, Lénine est un des premiers (avec Trotski) à avoir compris, contre la majorité des bolchéviks (et notamment Staline) que les «soviets», c'est-à-dire les conseils ouvriers, que s'était donnés la classe ouvrière dans son combat, constituaient l'organe de sa prise de pouvoir, «la forme enfin trouvée de la dictature du prolétariat».

Après l'écrasement de la révolution, alors que la démoralisation et le désarroi pèsent sur la classe ouvrière et son avant-garde, alors que se développe dans le parti le courant des «liquidateurs» qui tend à renoncer à la nécessité d'une organisation politique du prolétariat, Lénine se retrouve de nouveau aux avant-postes dans le combat pour la défense de l'organisation. Ainsi, comme en 1903, sa lutte pour la construction d'une organisation militante constitue le complément indissociable de la lutte pour l'indépendance de classe du prolétariat, pour sa prise de conscience des buts et des moyens de son combat.

Cette lutte permanente de Lénine, nous la retrouvons, comme nous l'avons vu, tout au long de la guerre mondiale qu'il analyse comme la manifestation de l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence mettant à l'ordre du jour la révolution prolétarienne internationale. Elle va s'intensifier encore, évidemment, lorsqu'éclate la révolution de février 1917, en Russie. Dès que Lénine réussit à retourner dans ce pays, il mène le combat pour la préparation de la révolution communiste. En particulier, ses «Thèses d'Avril» constituent le véritable programme de la révolution : aucun soutien, même «critique», de la guerre impérialiste et du gouvernement provisoire bourgeois qui s'est mis en place suite à la révolution de février ; seul le renversement du capitalisme

La lutte de Lénine contre l'essor du stalinisme

La guerre civile déchaînée par les «blancs» avec le soutien de toute la bourgeoisie mondiale, l'effondrement économique et la famine qui en résultent, l'isolement tragique dans lequel la défaite du prolétariat mondial plonge la révolution en Russie ne peuvent que mener celle-ci dans une impasse. L'Etat qui a surgi après la révolution échappe de plus en plus au contrôle d'une classe ouvrière désarticulée par la guerre civile et la catastrophe économique. Il tend à absorber de façon croissante le parti bolchévik au sein duquel le poids des bureaucrates se fait sentir toujours plus. Staline est justement le représentant le plus éminent de cette couche de bureaucrates dont le pouvoir et les privilèges naissants entrent en opposition avec la révolution à l'échelle mondiale. C'est pour cela qu'il se fait le porte-drapeau du «socialisme en un seul pays» : il ne s'agit plus de faire de l'URSS un levier de la révolution internationale, mais de se replier sur le renforcement de l'économie nationale et de son Etat. Et dans un monde dominé par le capitalisme, l'une et l'autre se développent nécessairement sur le terrain capitaliste. La défaite internationale du prolétariat ne pouvait conduire qu'à la contre-révolution bourgeoise en Russie-même. Staline et sa clique se sont faits les agents de cette contre-révolution. Et si, en Russie, celle-ci a pris les formes les plus barbares qu'on puisse imaginer : la terreur policière, les déportations massives, les «procès de Moscou» contre les anciens dirigeants du parti, l'extermination de toute la génération de 1917, c'est justement qu'il fallait extirper jusqu'à la moindre trace tout ce qui pouvait rappeler l'esprit et la grandeur d'Octobre.

Avant sa mort, en janvier 1924 (en fait, il était déjà impotent depuis mars 1923), Lénine, pas

peut mettre fin à la guerre ; contre la république parlementaire : tout le pouvoir aux soviets ; nécessité d'une propagande patiente du parti auprès des masses ouvrières pour les convaincre de ces nécessités ; «prendre l'initiative de la création d'une Internationale révolutionnaire, d'une Internationale contre les social-chauvins et le "centre"». Ce combat, Lénine doit le mener d'abord au sein du parti bolchévik qui, sous la conduite de Staline et de Kamenev, s'était retrouvé aux côtés des socialistes révolutionnaires et des menchéviks dans le soutien au gouvernement provisoire. S'appuyant sur la base ouvrière du parti, il réussit à le gagner à ses positions et à l'armer politiquement pour la révolution. Ensuite, toute l'action de Lénine consiste à préparer les conditions d'une insurrection victorieuse, y compris en s'opposant à une insurrection prématurée, en juillet. Mais lorsque la situation est mûre, il mène un nouveau combat déterminé en faveur de la prise du pouvoir immédiate par les soviets. En même temps, il rédige un de ses livres fondamentaux, «L'Etat et la révolution», dans lequel il rétablit la conception marxiste de l'Etat, falsifiée par les opportunistes. Il insiste sur le fait que la classe ouvrière ne peut, en aucune façon, utiliser l'Etat bourgeois pour ses propres desseins ; qu'elle doit le détruire de fond en comble et mettre en place la dictature du prolétariat organisé en conseils ouvriers ; que l'Etat qui surgit de la révolution doit être basé sur la plus large démocratie des masses ouvrières et semi-prolétariennes, lesquelles doivent contrôler en permanence les fonctionnaires qu'elles ont élu et pouvoir les révoquer aussitôt qu'ils s'écartent du mandat reçu ; que ces fonctionnaires ne peuvent bénéficier d'aucun privilège particulier ; que cet Etat constitue, en fait, un «demi-Etat» voué, non à son renforcement, mais à son extinction à mesure que la révolution avancera. On est là bien loin de la conception de l'Etat policier, de la terreur sur les masses exploitées, des privilèges pour les «apparatchiks» sur lesquels s'est établi le stalinisme. En fait, il existe autant de différence entre Lénine et le stalinisme qu'entre la révolution et la contre-révolution.

D'ailleurs, après la prise du pouvoir par les soviets, en Octobre 17, Lénine va être conduit à mener le combat contre les premières manifestations de ce qui allait devenir le stalinisme.

plus que n'importe quel révolutionnaire, ne pouvait imaginer ce que serait le stalinisme. Cependant, il est conscient d'un certain nombre des dangers qui se profilent. C'est ainsi que, dès 1920, dans le débat au sein du parti bolchévik à propos des syndicats, Lénine affirme que : «Notre Etat est tel aujourd'hui que le prolétariat totalement organisé doit se défendre, et nous devons utiliser ces organisations ouvrières [les syndicats] pour défendre les ouvriers contre leur Etat...» («Les syndicats, la situation actuelle et les erreurs de Trotski», 30/12/1920). Jusqu'à la fin de sa vie, Lénine a mis en garde contre le danger de la gangrène bureaucratique, même s'il était incapable de proposer une parade efficace contre un phénomène inéluctable. De même, dans les derniers jours de sa vie active, il tente (notamment dans son «testament» du 4 janvier 1923) d'écarter Staline du poste de secrétaire général où il est en train d'accumuler un pouvoir énorme dont il abuse de façon brutale. Mais cette tentative est vaine : Staline contrôle déjà la situation, même s'il n'est pas encore le satrape, le tyran sanguinaire qu'il deviendra par la suite.

Lénine, combattant marxiste du prolétariat

Aujourd'hui, la plupart des plumitifs de la bourgeoisie, en établissant une identité entre le stalinisme et le communisme, rangent dans le même sac Staline, Lénine et Marx. Mais il se trouve, de temps à autre, un «expert» pour affirmer que si Lénine est tout entier à jeter aux poubelles de l'histoire, il n'en est pas de même de

(SUITE PAGE 5)

VIE DE L'ORGANISATION

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 85 pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Pour une souscription minimum de 50F (le préciser clairement dans le courrier qui nous est envoyé) nous enverrons 10 anciens numéros de RI ou 5 de la «Revue Internationale», ou des numéros encore disponibles du «Bulletin d'Etudes et de Discussions».

SOUSCRIPTIONS

D. (Rouen) : 300; K. (Rouen) : 100; L.M. (Nantes) : 50 ; K. (Besançon) : 135; M. (Nantes) : 30.
Bordeaux : réunion publique du 27/11/93 : Eve : 200 ; JC : 200.
Lyon : permanence de septembre : J. : 13 ; réunion publique de septembre : J. : 200 ; JL : 200 ; JP : 300 ; réunion publique de novembre : JP : 300 ; Fé : 44 ; J. : 300 ; Cy : 50.
Marseille : réunion publique du 21/8/93 : TP : 50 ; JCB/U : 65 ; réunion publique du 25/9/93 : Mi : 50 ; AS : 4 ; JA : 50 ; réunion publique du 6/11/93 : Mi : 23 ; Mel : 30 ; OD : 20.
Diverses souscriptions : 24.
Nantes : Réunion publique du 20/11/93 : Julie : 100 ; Gen. : 100 ; H. : 150.
Tours : permanence du 27/11/93 : G : 10.
TOTAL : 3098 F

Lisez

la Revue Internationale

REUNIONS PUBLIQUES ET PERMANENCES

La section du CCI en France organise régulièrement des réunions publiques et des permanences dans plusieurs villes.

Dans une période où les forces révolutionnaires sont éparpillées, où la discussion, la réflexion politique font cruellement défaut dans les rangs du prolétariat, ces réunions correspondent au besoin de concentrer et ramasser toutes les préoccupations qui se font jour dans la classe ouvrière. Elles se veulent être un lieu ouvert d'échange de

points de vue, d'orientation et d'élaboration de la réflexion politique et théorique, ainsi qu'un lieu de réappropriation de l'histoire de notre classe. Alors que dans les réunions publiques, les discussions s'organisent autour d'un thème précis introduit par un bref exposé de notre organisation, dans les permanences, le débat se développe à partir des questions et préoccupations des participants (actualité, histoire du mouvement ouvrier, approfondissement des positions politiques...).

SUR LE THEME

70 ans après la mort de Lénine, la révolution prolétarienne reste la seule issue pour l'humanité

CLERMONT-FERRAND

Permanence le 2^e mercredi du mois à 18 heures, à la brasserie de la gare routière, Boulevard Gergovia.

LILLE

Permanence le samedi 15 janvier à 14h30, à la MNE, 23, rue Gosselet.
Vente de la presse les 1^{er} et 3^e dimanches du mois de 11 h à 12 h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

LYON

Réunion publique le samedi 22 janvier à 15 h au C.C.O., 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).
Permanence les vendredis 7 janvier et 11 février à 20h30, brasserie "Paulaner", rue de la Barre, métro Bellecour.
Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, le 3^e vendredi de chaque mois de 17 h 30 à 18 h 30.

MARSEILLE

Réunion publique le samedi 22

janvier à 20h30. Rendez-vous à partir de 20h15 à la sortie du M^o Chartreux.

Permanence le mardi 4 janvier de 18 h 30 à 19 h 30 au bar-tabac « La Comète », cours Jean-Ballard (M^o Vieux-Port).

Vente de la presse le samedi 8 janvier de 11 h à 12 h au marché de la Plaine, face à la rue Rey et à la rue St Michel (13006).

NANTES

Réunion publique le samedi 15 janvier à 17 h à la salle de la Fraternité, 3, rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).
Permanence les vendredis 7 janvier et 4 février à 20 h 30, à la même adresse.
Vente de la presse à la station du tramway, place du Commerce, le deuxième mardi du mois, de 17h15 à 18h.

PARIS

Réunion publique le samedi 8 janvier à 17 h, au 27, avenue de Choisy, M^o Porte-de-Choisy.

Permanence les samedis 22 janvier

et 5 février de 18h à 20h, à la même adresse.

Vente de la presse au marché de St-Denis (M^o St-Denis-Basilique), le 2^e dimanche du mois, à partir de 11 h 30.

TOULOUSE

Réunion publique le jeudi 20 janvier à 21 h. Rendez-vous sur la place de l'église de la Fourquette, route de Seysses, Toulouse.

Permanence les vendredis 7 et 14 janvier et 4 février à 18 h 30. Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).
Vente de la presse les dimanches 9 et 23 janvier, de 11 h à 12 h, au marché aux Puces (place St-Sernin).

TOURS

Permanence le samedi 22 janvier à 17 h au café-hôtel « Le Bordeaux », boulevard Heurteloup.
Vente de la presse le vendredi 14 janvier de 10h30 à 11h30, au marché du Sanitas, place St-Paul.

PUBLICATIONS DU CCI

Ecrire les adresses comme suit, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME

BP 1134, 1000 Bruxelles 1 - BELGIQUE

INTERNATIONALISM

P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - U.S.A.

INTERNACIONALISMO

Apartado 20674 Caracas 1020-A - VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION

IR, Box 21106, 10031 Stockholm - SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE

WR Postbus 11549
1001 GM Amsterdam - HOLLANDE

WORLD REVOLUTION

BM Box 869,
London WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 410308 5000 Köln, 41 - R.F.A.

REVOLUCION MUNDIAL (Mexique)

Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico, MEXIQUE

COMMUNIST INTERNATIONALIST

(Inde) (publication en langue Hindi)
Ecrire à l'adresse de World Revolution, avec la mention : W.R./C.I.

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE

(12 numéros du journal) :
FRANCE : 100 F - ETRANGER : 100 F -
PAR AVION : 120 F

ABONNEMENT SIMPLE

(4 numéros de la Revue internationale) :
FRANCE : 75 F - ETRANGER : 75 F -
PAR AVION : 90 F

ABONNEMENT COUPLÉ

(journal + revue) : FRANCE : 170 F -
ETRANGER : 170 F - PAR AVION :
210 F

ABONNEMENT DIFFUSEUR

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
- RI : abonnement à 3 : 240 F, à 5 : 400 F.
- RI : Revue internationale : abonnement à 2 : 145 F, à 3 : 250 F.
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

ABONNEMENTS ET VERSEMENTS

par chèque bancaire ou postal à l'ordre de :
R.I. - CCP 202 3302 X - PARIS
à adresser à :
RI, BP 581 - 75027 PARIS CEDEX 01

Pour tout virement postal fait directement à l'ordre de RI, au CCP, veuillez expliquer les raisons du versement (abonnement journal ou revue, commande de brochure, soutien...)

Frais d'envoi : l'augmentation répétée des tarifs postaux nous oblige à revoir à la hausse les frais d'envoi de nos publications. Les deux chiffres indiqués ci-dessous correspondent respectivement à ces frais dans et hors CEE.

BROCHURES

Les syndicats contre la classe ouvrière

(15 F + 8 F/18F pour frais d'envoi)

Nation ou classe

(15 F + 8 F/18F)

Le trotskysme contre la classe ouvrière

(30 F + 8 F/18F)

Plateforme et Manifeste du C.C.I.

(15 F + 8 F/18F)

Organisation communiste

et conscience de classe

(15 F + 8 F/18F)

La décadence du capitalisme

(15 F + 8 F/18F)

L'Etat dans la période de transition

(20 F + 8 F/18F)

Bilan de la lutte des infirmières (octobre

88) (10 F + 8 F/18F)

Guerre du Golfe (15 F + 8 F/18F)

La Gauche communiste d'Italie

(80 F + 21 F/33F)

La Gauche hollandaise (120 F + 21 F/33F)

L'effondrement du stalinisme

(20 F + 8 F/18F)

La Révolution russe (nouvelle édition)

(15 F + 8 F/18F)

APPEL AUX LECTEURS

La gravité de la situation historique présente de décomposition accélérée du capitalisme exige une intervention accrue des révolutionnaires. C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les

comptes-rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

QUELQUES LIBRAIRIES OU L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS :

« Contact » - rue Leprieux

BORDEAUX :

« Le Roi Lire » - rue S^{te}-Catherine

BREST :

« Maison de la Presse » - 64, rue Jean-Jaurès

CLERMONT-FERRAND :

« Le Papyvire » - 3, rue de l'Ente

Librairie « Jean-Rome » - 1, rue des Gras

« Maison de la Presse » - place de Jaude

DIEPPE :

« Maison de la Presse » - 102, Grande-Rue

DUNKERQUE :

« Maison de la Presse » - 34, rue Poincaré

GRENOBLE :

« Le Sphinx » - 6, rue Brocherie

« L'encre sympathique » - 6, rue Saint-Laurent

LAVAL :

« Point presse » - Centre C^{iel} La-

Mayenne

« Maison de la Presse » - place de La-Trémoille

LE HAVRE :

« Presse des Halles » - 27, place des Halles-Centrales

LILLE :

« Galerie » - 57, rue de Béthune

Café-restaurant « Le Rainbow » -

17, rue du M^o-de-Lattre-de-Tassigny

« Le Comte de Monte-Cristo » -

Centre commercial V2, n^o 84,

Villeneuve-d'Ascq

LYON :

« La Gryphe » - 5, rue Sébastien-Gryphe

(7^e)

MARSEILLE :

« Odeur du Temps » - 35, rue

Pavillon (1^{er})

« Librairie des 2 Mondes » -

52, rue des Trois-Mages (6^e)

« Kiosque de la Presse » - 56, bd de

Strasbourg (face aux Douanes)

MELUN :

« La Porte Ouverte » - 19, rue du G^o-de-Gaulle

MONTAUBAN :

« Maison de la Presse » - rue de la

République

MONTPELLIER :

Tabac « Le Rallye » - 20, Bd du Jeu-de-Paume

Librairie « Sauramps-Le Triangle » -

Allée J.-Milhaud

NANTES : « Vent d'Ouest » - 5, pl. du

Bon-Pasteur

« Lanoë » - 2, rue de Verdun

« Librairie des Boulevards » - 20, bd des

Anglais

NICE :

« Le Temps de Vivre » - 50, bd de la

Madeleine

ORLEANS :

« Temps Modernes » - rue N-D-de-la-Délivrance

PARIS : « L'Herbe Rouge » - 1 bis, rue

d'Alésia (14^e)

« Parallèles » - 47, rue St-Honoré (1^{er})

« FNAC » - Forum des Halles (1^{er})

« La Boulangerie » - 67, rue de

Bagneux (Montrouge)

SAINT-ETIENNE :

« Librairie de Paris » - rue Michel-

Rondet

« Utopia » - rue Pierre-Berard

SAINT-NAZAIRE :

« Le Temps de Vivre » - 71, rue Jean-

Jaurès

TOULON :

« Hall de Presse » - bd M^o-Leclerc

TOULOUSE :

« Toulouse Presse » - 60, rue Bayard

« FNAC » - 81, bd Carnot

« Les Arcades » - place du Capitole

DISTRIBUÉ PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie G.-Tautin - 9, cité

Beauharnais 75011

Directeur de la publication : D. Van

Ceist

Numéro de Commission paritaire :

54267

L'INTERET NATIONAL, C'EST L'INTERET DE CEUX QUI NOUS EXPLOITENT

Plus de 20 millions de chômeurs en Europe pour la fin de l'année, encore 4 millions de plus pour l'année prochaine. Et ce ne sont que les chiffres officiels que nous présente la bourgeoisie. Mais dans la réalité, si l'on compte tous les chômeurs (âgés, à temps partiel, préretraités, travailleurs sous contrat précaire...) et tous ceux qui sont exclus du droit aux allocations parce qu'ils n'auraient soi-disant pas fait la preuve de «leur réelle volonté de trouver un emploi», on atteint dès aujourd'hui en France les 6 millions. Le chômage constitue une des attaques économiques de la bourgeoisie parmi les plus massives contre l'ensemble de la classe ouvrière.

On sait ce que valent les chiffres de la bourgeoisie, mais on sait aussi ce que valent ses explications. Si des centaines de milliers de travailleurs sont licenciés, ce serait à cause de la concurrence des pays à bas salaires, des directives venant de Bruxelles, de Maastricht. C'est si simple, il suffisait d'y penser ! Les délocalisations industrielles dans les pays à bas salaires, la cause du chômage ? Le traité de Maastricht et le GATT ? Mensonges.

La bourgeoisie cherche à masquer la faillite du capitalisme...

Non pas qu'il n'existe pas de délocalisations vers ce qu'on appelle les «nouveaux pays industrialisés». Mais mensonges d'abord sur l'importance du phénomène. Du simple point de vue des intérêts de la bourgeoisie, délocaliser une production implique de tenir compte d'une multitude de facteurs autres que les seuls coûts salariaux. Les délocalisations sont en fait limitées aux secteurs de production qui emploient peu de main d'œuvre qualifiée et peu de potentiel de recherche, aux pays où la qualité des infrastructures de production et de transports et où la stabilité politique permettent aux entreprises d'y produire vite et bien. En bref, le phénomène est bien moins important que le clame la bourgeoisie, il est circonscrit à quelques secteurs industriels et quelques pays. De fait, les échanges commerciaux sont réalisés à plus de 80% entre les pays développés et les importations en provenance des pays du Tiers-Monde ne représentent qu'une partie infime. Et cela même dans des secteurs dits «archaïques» comme le textile où 115 000 emplois sont supprimés chaque année (82,2% des importations de l'Europe proviennent des pays de l'OCDE). Mensonges ensuite sur le lien entre déréglementation, dénationalisation et chômage.

Expliquer des centaines de milliers de chômeurs à cause des dénationalisations, comme le font les stalinien et les gauchistes, c'est quand même un peu gros. Aujourd'hui, tous les secteurs licencient massivement, que ce soit dans les secteurs «modernisés» comme l'automobile ou l'aéronautique, dans les secteurs de «pointe» comme l'électronique ou l'informatique, dans les services les plus «profitables» comme les banques et les assurances, dans les services publics,... Et c'est à l'échelle planétaire que les grandes entreprises licencient que ce soit IBM, Volkswagen ou bien RVI, entreprise d'Etat qui annonce 1500 licenciements.

Dans le journal «Libération» du 7 décembre, c'est sur une pleine page que le patronat nous avertit que la signature des accords du GATT mettrait «plus d'un million d'emplois industriels en péril».

Toutes ces campagnes ne servent en fait qu'à cacher la cause réelle de la crise et du chômage : l'impasse totale dans laquelle se trouve le capitalisme. Car c'est bien le capitalisme décadent qui est le seul responsable de toute la misère de ce monde (lire notre brochure «La décadence du capitalisme»). La bourgeoisie n'a aucune solution à la crise de surproduction qui fait craquer son système : le marché mondial est devenu trop étroit pour permettre le fonctionnement normal de l'accumulation du capital, l'élargissement de la production et de la consommation nécessaire à la réalisation du profit, moteur de ce système. Pour maintenir son système d'exploitation en vie, pour défendre ses intérêts et ses privilèges, la bourgeoisie n'a d'autre choix que de faire payer à la classe ouvrière, à la sueur de son front et dans la misère de plus en plus extrême, la faillite de son système. Et bien évidemment, pour tenter de faire accepter par la classe ouvrière le chômage, les réductions salariales, l'augmentation des cadences, elle doit lui cacher qu'il s'agit en fait de la faillite de son système d'exploitation. C'est pourquoi elle invente tant de mensonges tels que «la crise c'est à cause du pétrole», «à cause de l'Europe», «le chômage, c'est à cause des importations de produits de pays à bas salaires», etc.

Ainsi, le 23 novembre dernier, c'est au nom de «l'intérêt national», derrière des mots d'ordre tels que «EDF-GDF, outil de la nation» que les syndicats ont entraîné les ouvriers dans les rues de Paris pour «alerter la nation», comme le disent si bien les stalinien dans «L'Humanité» du 24 novembre.

Plus fondamentalement encore, toutes ces balivernes renvoient à la campagne plus générale que mène aujourd'hui la bourgeoisie dans tous les pays pour faire croire à la classe ouvrière que

les salaires sont trop élevés, comme en Allemagne où les ouvriers sont traités de paresseux, qu'il lui faut accepter de nouvelles réductions salariales, de nouvelles attaques contre ses conditions de vie, et pour tenter de l'entraîner derrière la «défense de l'économie nationale».

...et à lier les prolétaires aux intérêts du capital

Les journaux bourgeois tentent tous à démontrer que c'est dans «leur» pays que les salaires sont le plus élevés, que c'est dans «leur» pays que la compétitivité de «leurs» entreprises est en danger. Laissons la bourgeoisie à ses chiffres, ils ne sont là que pour nous tromper.

Et pour mieux faire accepter cette logique infernale de sacrifices à la classe ouvrière, la bourgeoisie met une nouvelle fois en avant ses syndicats. Le 24 novembre dernier, c'est derrière la défense des intérêts nationaux, que les syndicats appelaient les ouvriers des Houillères de Lorraine à faire grève, et les amener, comme à Metz, à brûler une grande quantité de minerais importés d'Afrique du Sud, de Colombie ou du Venezuela.

«Mais il faut savoir que, dans ces pays, ce sont des femmes et des enfants de 10 ans qui extraient le minerai», déclarait un syndicaliste de FO. «Pour le charbon comme pour les autres minerais, gardons la préférence communautaire, sinon la situation deviendra explosive», avertissait un autre («Libération» du 25/11/93).

Pour les syndicats, ils s'agit de dévoyer le combat de la classe ouvrière sur un terrain qui n'est pas le sien en appelant les ouvriers à se battre «pour la préférence communautaire», ils tentent d'inoculer dans leurs rangs le pire poison nationaliste. Toujours dans le journal «Libération» du 7 décembre, le patronat reprend le même argument de la lutte contre les concurrents illégaux. Ces discours crapuleux visent à faire croire que les travailleurs ont des intérêts communs avec leurs exploiters, qu'ils doivent serrer les rangs derrière les intérêts nationaux. Mais rien ne serait plus dangereux pour les ouvriers que de tomber dans le piège de la défense de l'économie nationale : ce serait se livrer pieds et poings liés à la bourgeoisie et accepter ainsi les licenciements massifs.

Plus crapuleux encore, c'est au nom de la solidarité avec les travailleurs du Tiers-Monde que la bourgeoisie tente de faire adhérer la classe ouvrière aux intérêts du capital national. Il s'agit de lui faire croire que pour aider ses frères de classe, les travailleurs et les enfants qui connaissent des conditions de vie et de travail

effroyables, la solution consisterait à lutter contre le «dumping social». Ils demandent à la classe ouvrière de manifester pour que la bourgeoisie des pays européens ne commerce qu'avec les pays dont la bourgeoisie exploite les travailleurs dans les «normes officielles» décrétées par la bourgeoisie internationale, celles de l'OIT (Organisation Internationale du Travail). Des normes qui prévoient entre autres l'interdiction du travail des enfants en dessous de ... 15 ou de 13 ans pour les travaux légers. Bel élan de générosité !

Mais surtout belle manœuvre idéologique qui consiste à utiliser une juste préoccupation des travailleurs envers leurs frères de classe pour les entraîner derrière les intérêts de la bourgeoisie, la défense de son capital national, et pour leur faire «oublier» dans le même temps leur résistance aux attaques que porte la bourgeoisie contre leurs conditions de vie. En d'autres termes, au nom de la misère dans ces pays, il faudrait accepter ici de se lier aux intérêts du capital.

Ce que demandent ainsi les syndicats à la classe ouvrière ce n'est pas la solidarité avec leurs frères de classe mais la solidarité avec les intérêts du capital national. Et tous ceux qui prétendent que «la défense des intérêts ouvriers passe par la défense de la nation» nous entraînent dans la misère et les massacres guerriers. Face à ces manœuvres, face aux attaques économiques, aux licenciements, le prolétariat n'a d'autre choix que de lutter sur son propre terrain, en développant la seule solidarité qui doit être la sienne : la solidarité dans la lutte et contre les revendications corporatives, entre ouvriers, qu'ils soient du «public» ou du «privé», «français» ou «immigrés», chômeurs ou actifs. C'est en résistant aux attaques et aux manœuvres, en développant la lutte contre le système capitaliste qui partout dans le monde réduit la classe ouvrière à la misère que les prolétaires pourront aussi être solidaires avec leur frères de classe du Tiers-Monde. Car le capitalisme ce n'est que partout et toujours plus de misère, de sueur et de larmes.

Il n'y a pas d'exploitation «acceptable» comme le suggèrent les syndicats pour faire passer les sacrifices, pas de pays qui «protège ses ouvriers». Partout, dans chaque Etat, la bourgeoisie demande et demandera toujours plus de sacrifices. Il n'y a aucun avenir dans le capitalisme en faillite, seul son renversement mettra fin à ce flot de misères humaines.

LY

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de «socialistes» ou «communistes», ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du 20^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y

répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'«indépendance nationale», de «droit des peuples à disposer d'eux-mêmes», quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiters.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La «démocratie», forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis «ouvriers», «socialistes», «communistes» (les ex-«communistes» aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de «front populaire», «front anti-fasciste» ou «front unique», mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, «officielles» ou «de base», ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émulation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni «autogestion», ni «nationalisation» de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'«organiser la classe ouvrière», ni de «prendre le pouvoir»

en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1884-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.